

Avant-propos

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, pour l'année 2017, de l'exécution de la loi de finances. Il est destiné à l'information des citoyens ainsi que de leurs représentants au Parlement. Son fondement est à rechercher dans le principe administratif naturel de redevabilité et de transparence dans la conduite des affaires publiques.

Notre pays s'est engagé depuis le second trimestre 2017 dans un programme de relance économique (PRE) soutenu par le Fonds Monétaire International (FMI), en vue de juguler la crise économique résultant de la chute de nos recettes d'exportation et la crise de la trésorerie.

Cette dynamique de réforme et d'assainissement de nos finances devra se poursuivre en 2018, pour nous permettre de retrouver l'équilibre budgétaire et de financer le développement.

J'adresse ici mes encouragements aux administrations et aux personnels qui contribuent à la rédaction de cette revue, afin de poursuivre dans la rigueur, l'exhaustivité et la régularité des publications.

**Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget
et des Comptes Publics**

Jean Fidèle OTANDAULT

SOMMAIRE

Avant-propos	5
SYNTHESE	9
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2017.....	10
I. LES RECETTES DU BUDGET GENERAL.....	11
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL.....	12
III. LES COMPTES SPECIAUX.....	28
IV. LES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	30
CONCLUSION	31
PRECISIONS METHODOLOGIQUES	32
ANNEXES	33
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions de F.CFA)	34
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées(en F.CFA)	35
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA).....	36
Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en F.CFA)	37
Annexe 5 : Récapitulatif des mouvements intervenus en gestion au cours du quatrième trimestre 2017 (en F.CFA)	38
Annexe 6 : Présentation détaillée des dépenses par missions/programmes (en F.CFA)	68
Annexe 7 : Présentation détaillée du budget de l'Etat par grande nature de dépenses (en F.CFA)	72
Annexe 8 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de F.CFA).....	73
Annexe 9 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de F.CFA)	74

SYNTHESE

Solde

Au 31 décembre 2017, le solde net d'exécution, obtenu par consolidation du solde des opérations de trésorerie et de financement et le solde budgétaire global, s'établit à **217,3 milliards de F. CFA**.

Cet excédent budgétaire s'explique au niveau des recettes par la bonne performance des activités du secteur primaire au cours des neuf premiers mois de l'année, tandis que de façon générale, les dépenses de l'Etat ont été contenues, la 1^{ère} partie de l'année, dans l'attente de la mise en place de la loi de finances rectificative (LFR) 2017. A cela s'ajoute le bon rendement des opérations de trésorerie et de financement.

Recettes

Les recettes du budget de l'Etat se sont établies à **1 601,1 milliards de F. CFA**, soit un taux d'exécution de 93%. Ce taux est supérieur à celui observé en 2016, qui était de 76% pour un niveau total de recette de **1 557,3 milliards de F.CFA**. Ce résultat s'explique essentiellement par la bonne tenue des recettes hors fiscales (**648 milliards de F. CFA**) soutenues par le relèvement des cours des matières premières, notamment le pétrole.

Dépenses

A fin décembre, le règlement des dépenses du budget de l'Etat¹ a atteint **1 399,2 milliards de F. CFA**, soit 74% de réalisation par rapport à la loi de finances rectificative (LFR).

Rappelons en outre, que ce niveau intègre également le règlement des instances sur exercices antérieurs à 2017 pour **24,3 milliards de F. CFA**.

Comptes spéciaux

Le solde global des comptes spéciaux est négatif (**-3 milliards de F. CFA**). Bien que l'encaissement des recettes reste quasiment en ligne avec les prévisions sous-jacentes à la LFR (98%). Les dépenses ont cependant été élevées par rapport aux plafonds de la loi. Une des raisons pourrait être la sous-évaluation des prévisions du compte d'affectation spéciale (CAS) Promotion du sport, qui a enregistré un dépassement de **12,2 milliards de F. CFA** par rapport à la prévision.

¹ Il s'agit ici des dépenses effectivement payées.

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2017

Tableau 1: Tableau de suivi de l'exécution, comparé à l'article d'équilibre de la loi de finances (en Millions de F. CFA)

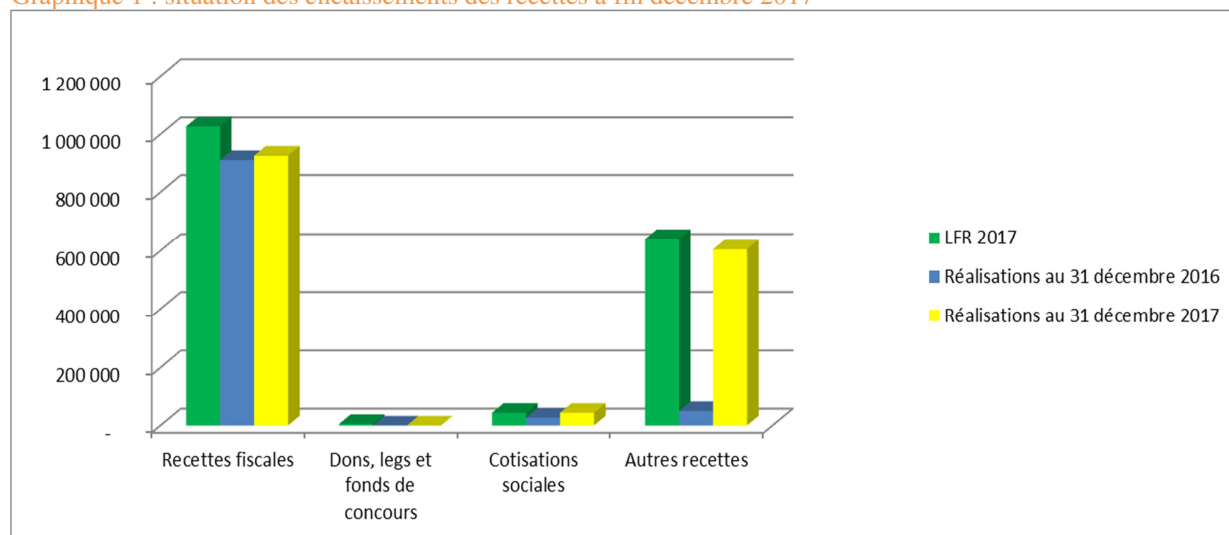
Budget général															
	LFR 2017	Réalisations à fin mars	Réalisations à fin juin	Réalisations à fin septembre	Réalisations à fin décembre	Taux		LFR 2017	Montant exécuté à la fin du 1er trimestre	Montant exécuté à la fin du 2ème trimestre	Montant exécuté à la fin du 3ème trimestre	Montant exécuté à la fin du 4ème trimestre	Taux	LFR 2017	Fin décembre
Titre 1. Recettes fiscales	1 007 651	194 350	460 174	654 299	911 327	90%	Titre 1. Charges financières de la dette	249 048	10 434	84 990	121 881	233 922	94%		
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	4 807	-	1 000	0		0%	Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestations sociales)	666 898	171 286	357 246	483 346	665 559	100%		
Titre 3. Cotisations sociales		-					Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296	11 158	42 872	79 455	124 690	50%		
Titre 4. Autres recettes	640 540	150 254	311 801	454 581	602 890	94%	Titre 4. Dépenses de transfert	191 213	23 638	115 478	124 614	183 048	96%		
Recettes à répartir*	5 996	13 348	40 636	26 707			Titre 5. Dépenses d'investissement dont finex	436 607	8 995	48 433	65 488	125 936	29%		
								275 407	7 680	36 626	44 949	65 310	24%		
							Titre 6. Autres dépenses	30 000	734	1 074	2 145	2 819	9%		
A. Total des recettes pour le budget général	1 652 999	350 600	786 323	1 149 516	1 540 924	93%	A. Total des dépenses pour le budget général	1 825 062	226 245	650 093	876 929	1 335 975	73%	-172 063	204 949
Comptes d'affectation spéciale (CAS)															
Comptes "Pensions"	24 602	6 890	13 617	20 226	26 826	109%	Comptes "Pensions"	24 602	14 141	28 513	43 626	26 826	109%		
Titre 3. Cotisations sociales	24 602	6 890	13 617	20 226	26 826	109%	Titre 2. Dépenses de personnel	24 602	14 141	28 513	43 626	26 826	109%		
Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	2 406	5 390	14 776	16 470	89%	Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	3 086	6 188	14 737	16 470	89%		
Titre 3. Cotisations sociales	18 500	2 406	5 390	14 776	16 470	89%	Titre 2. Dépenses de personnel (cotisations sociales)	18 500	3 086	6 188	14 737	16 470	89%		
Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376			24	30	1%	Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376					0%		
Redevance audiovisuelle	4 376			24	30	1%	Promotion des industries de communication et cinématographique	4 376					0%		
Compte "Promotion du sport"	7 708	3 134	7 889	8 921	15 038	195%	Compte "Promotion du sport"	7 708	4 461	10 539	10 539	19 879	258%		
Titre 1. Recettes fiscales	7 708	3 134	7 889	8 921	15 038	195%	Promotion du sport	7 708	4 461	10 539	10 539	19 879	258%		
Taxes sur les jeux de hasard	591			287	352	60%									
Droits d'accises	7 117			8 634	14 686	206%									
Compte "Formation pour l'emploi"	6 432			56	1 783	28%	Compte "Formation pour l'emploi"	6 432					0%		
Taxes de formation professionnelle	6 432			56	1 783	28%	Perfectionnement et reconversion professionnelle								
B. Total des recettes pour les comptes spéciaux	61 618	12 430	26 896	44 003	60 147	98%	B. Total des dépenses pour les comptes spéciaux	61 618	21 688	45 240	68 902	63 175	103%	0	-3 028
C. TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	1 714 617	363 030	813 219	1 193 519	1 601 071	93%	C. TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT	1 886 680	247 933	695 333	945 831	1 399 249	74%	-172 063	201 921
Solde budgétaire global														-172 063	201 921
Solde budgétaire de base														-172 063	201 921

Source : DGBFiP

I. LES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Pour un objectif prévisionnel en LFR de **1 714,6 milliards de F. CFA** le montant total des recettes du budget de l'Etat encaissées a atteint **1 601,1 milliards de F. CFA**, soit un taux de réalisation de 93% au 31 décembre 2017. Comparées à 2016 (**1 557,3 milliards de F. CFA**), les recettes du budget de l'Etat sont en augmentation de près de **43,8 milliards de F. CFA** représentant 3% de hausse. Les données détaillées y relatives sont retracées à l'annexe 1 du présent rapport.

Graphique 1 : situation des encaissements des recettes à fin décembre 2017



Source : DGCPT/DGBFiP

Le montant des recettes fiscales encaissées à la fin du quatrième trimestre 2017 s'élève à **926,4 milliards de F. CFA**, soit un taux de réalisation de 90% par rapport à la prévision arrêtée dans la LFR qui était de **1 026,1 milliards de F. CFA**. Malgré un meilleur rendement par rapport à 2016 (**911,4 milliards de F. CFA**), les recettes fiscales demeurent relativement faibles en raison du ralentissement de l'activité économique observé depuis le dernier trimestre de l'année 2016. A cela s'ajoute le maintien des mesures de soutien au pouvoir d'achat, notamment les opérations de lutte contre la vie chère.

Le recouvrement au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (I.S) du secteur hors pétrole a été de **169,2 milliards de F. CFA** contre **195,3 milliards de F. CFA** attendus dans le cadrage budgétaire, soit une contreperformance de **13,4%**.

Au troisième trimestre 2017, l'IS hors pétrole observait une baisse de près de **15,9 milliards de F. CFA** par rapport à septembre 2016. A fin décembre 2017, cet impôt s'est exécuté à 87% pour atteindre **169,2 milliards de F. CFA**, soit une baisse globale sur l'année de **2,5 milliards de F. CFA**. Comparativement à 2016, le recouvrement de cette nature d'impôt s'est inscrit dans une dynamique quasi stable du fait des bons résultats observés sur l'IS des sociétés minières.

Sur une prévision de **135,8 milliards de F. CFA**, l'impôt sur les revenus des personnes physiques (IRPP) enregistre des résultats inférieurs de **26,4 milliards de F. CFA** comparés à décembre 2016 et se situe à 75% des prévisions, en dépit de la mise en application des mesures de lutte contre le secteur informel.

La perception des recettes de l'IRPP est en retrait de 25% par rapport au cadrage de la loi. Globalement, celles-ci subissent le contrecoup du ralentissement économique observé depuis quelques

années et son corollaire sur l'emploi. Néanmoins, l'on remarque que les conséquences fiscales des actions de recouvrement menées par la Direction Générale des Impôts, ont permis de limiter les contreperformances de recettes dont le recouvrement est en recul de 20,6% par rapport au niveau atteint en 2016.

La Loi de Finances Initiale (LFI) de l'année 2017 a prescrit à l'administration des Douanes un objectif de recettes de **368,29 milliards de F. CFA**. Au regard de la situation économique du pays et de l'exécution budgétaire en début d'année 2017, les hypothèses macroéconomiques ont été réajustées et les objectifs de recettes douanières revus à la baisse pour s'établir à **321 milliards de F. CFA** dans la LFR.

Le recouvrement des recettes douanières enregistre une moins-value de **74,8 milliards de F. CFA** pour s'établir à **246,2 milliards de F. CFA** contre **277,2 milliards de F. CFA** en 2016, soit un taux d'exécution de 77% par rapport aux prévisions. Elles sont en baisse de 31 milliards de F.CFA par rapport à 2016.

Cette diminution est essentiellement liée au retard dans la prise en charge, en recettes, des liquidations du dernier trimestre de l'année.

Les recettes non fiscales, quant à elles, augmentent de 8,55% par rapport à décembre 2016 (**674 contre 645,9 milliards de F. CFA en 2016**). Cette hausse est essentiellement attribuable aux recettes exceptionnelles issues des pénalités environnementales et au relèvement des cours des matières premières, notamment le pétrole, où l'on enregistre une hausse de **68 milliards de F. CFA** par rapport à 2016, malgré la baisse continue de la production pétrolière.

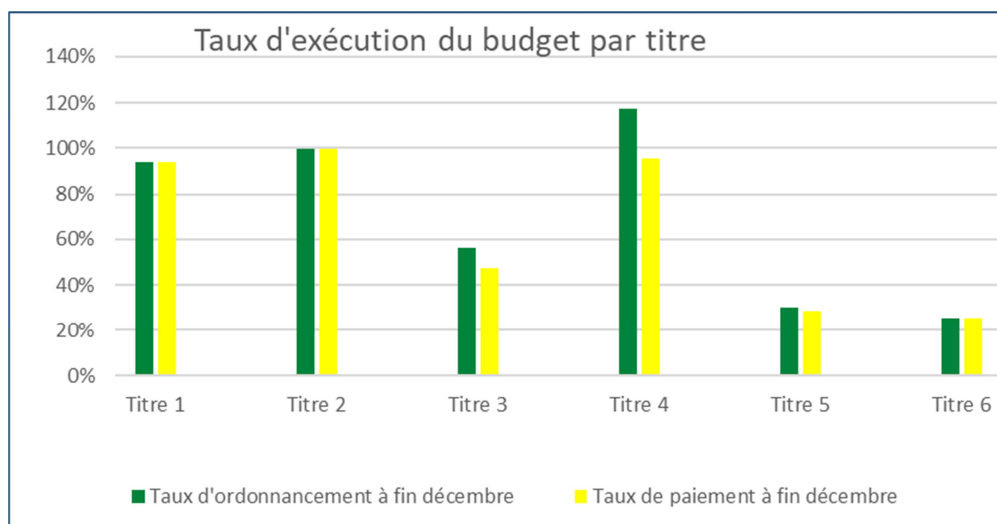
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

1) Analyse par titre de la dépense

Au 31 décembre 2017, les paiements des dépenses inscrites au budget général ont atteint **1 379,3 milliards de F. CFA** pour un niveau d'ordonnancement de **1435,4 milliards de F. CFA**, soient des taux d'exécution respectifs de 74 et 77%.

Comparativement à la même période en 2016, le taux d'ordonnancement est en baisse de 4% (77% contre 81%), la même tendance baissière est observée sur les paiements (74% contre 81%).

Graphique 2 : Comparaison des taux d'ordonnancement et de paiement des crédits ouverts en LFR²



Source : DGBFiP

▪ Les charges financières de la dette (titre 1)

Le service de la dette comprend les remboursements du capital et les paiements des intérêts et commissions.

Lorsque l'Etat emprunte, puis rembourse sa dette, il ne s'agit que de mouvements de trésorerie qui sont neutres *in fine* pour les dépenses. Seuls les intérêts constituent de véritables dépenses budgétaires retracées ici dans le titre 1³.

Prévus à **249 milliards de F. CFA**, les règlements des charges financières de la dette ont été exécutés à hauteur de 94% pour s'établir à près de **233,9 milliards de F. CFA**, dont **155,9 milliards de F. CFA** au titre des intérêts extérieurs et **78 milliards de F. CFA** d'intérêts intérieurs (dont **37,026 milliards de F.CFA** pour la dette Trésor)

Les règlements des charges financières sur la dette extérieure se répartissent comme suit :

- **44,319 milliards de F.CFA** sur la dette bilatérale ;
- **5,883 milliards de F.CFA** sur la dette multilatérale ;
- **88,212 milliards de F.CFA** sur la dette envers les marchés financiers ;
- **17,468 milliards de F.CFA** sur les commissions et frais DGD.

Comparativement aux dotations de la LFR 2017, les paiements des charges sur la dette extérieure ont été exécutés dans la limite de l'autorisation parlementaire qui était de **174,1 milliards de F.CFA**.

Les intérêts sur emprunts intérieurs gérés par la Direction Générale de la Dette s'établissent à **41 milliards de F.CFA** et se répartissent comme suit :

- **23,295 milliards de F.CFA** sur intérêts bancaires/moratoires ;
- **17,717 milliard de F.CFA** sur intérêts marchés financiers (OTA).

Les intérêts payés au profit du système bancaire local et moratoires ont excédé la prévision de la loi de **0,545 milliard de F.CFA**, soit 2,4%. Cette situation est exclusivement

²Pour rappel : Titre 1. Charges financières de la dette ; Titre 2. Dépenses de personnel ; Titre 3. Dépenses de biens et services ; Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions) ; Titre 5. Dépenses d'investissement ; Titre 6. Autres dépenses

³Les mouvements relatifs aux emprunts et à leur remboursement sont analysés dans la partie IV relative à la trésorerie.

imputable à la nature des engagements envers les banques et certaines dettes fournisseurs reprises par l'Etat.

Les règlements des charges de la dette Trésor s'élèvent globalement à **37 milliards de F.CFA**. Ces paiements sont en dépassement de **2,4 milliards de F.CFA**, par rapport à la prévision de la LFR établie à **34,6 milliards de F.CFA**.

Les charges financières de la dette Trésor se décomposent comme suit :

- **14,406 milliards de F.CFA** d'AGIOS BEAC ;
- **8,427 milliards de F.CFA** d'intérêts Bons du Trésor Assimilables (BTA) ;
- **1,976 milliard de F.CFA** autres frais bancaires ;
- **1,586 milliard de F.CFA** d'Intérêts Fonds de Facilités Elargies (FFE) ;
- **10,630 milliards de F.CFA** de pertes de change.

En définitive, l'exécution des charges financières de la dette inscrites au budget de l'Etat a été globalement réalisée dans la limite du plafond de la loi de finances, soit 94%. Par ailleurs, il importe de souligner qu'aucun impayé n'a été enregistré sur les intérêts envers le marché financier international, de même que sur la dette bancaire et celle envers le marché financier régional.

▪ *Les dépenses de personnel (titre 2)⁴*

Le montant des paiements des dépenses de personnel s'élève à **708,8 milliards de F. CFA** (dont **16,5 milliards de F. CFA** au titre des prestations familiales), soit un taux d'exécution de 99,8%. Cette exécution se situe dans les limites du cadrage budgétaire de la loi, soit **710 milliards de F. CFA**.

Toutefois, ce niveau de dépenses n'intègre pas les règlements effectués au titre des primes diverses non prévues et payées à hauteur de **23,9 milliards de F.CFA** pour remobiliser les agents des régies financières et administrations assimilées.

Les principales rubriques des dépenses de personnel sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 2: Exécution des dépenses de personnel (titre 2)

CATEGORIES	LFR 2017	EXECUTION	TAUX
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	710 000 000 000	708 854 708 447	100%
Rémunérations de personnels	666 898 000 000	665 558 606 823	100%
<i>Solde permanente</i>	<i>606 322 000 000</i>	<i>606 570 563 499</i>	<i>100%</i>
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	<i>60 576 000 000</i>	<i>58 988 043 324</i>	<i>97%</i>
Cotisations et contributions sociales des fonctionnaires (Part salariale : Recettes CAS PENSIONS)	24 602 000 000	26 825 988 624	109%
Prestations sociales des fonctionnaires (CAS PRESTATIONS FAMILIALES)	18 500 000 000	16 470 113 000	89%

Source : DGBFIP/DSREB/DS

Le tableau ci-après retrace l'évolution des effectifs sur la période :

Tableau 3 : Effectifs de solde permanente à fin décembre 2017

	LFR 2017	Fin 1er trimestre 2017	Fin 2ème trimestre 2017	Fin 3ème trimestre 2017	Fin 4ème trimestre 2017	LF 2016	Fin 4ème trimestre 2016
Effectifs des ministères et institutions	106 095	105 583	105 666	105 313	105 851	101 794	106 463

Source : Direction de la Solde

⁴ Les dépenses de prestations familiales et sociales sont analysées dans la partie III relative aux comptes spéciaux.

▪ ***Les dépenses de biens et services (titre 3)***

Prévues à **251,3 milliards de F. CFA**, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **148 milliards de F. CFA**, pour un niveau de règlement de **124,7 milliards de F. CFA** soit un taux d'exécution de 49,6% par rapport à la LFR.

▪ ***Les dépenses de transferts (titre 4)***

Les dépenses de transferts ont été ordonnancées à hauteur de **204,4 milliards de F. CFA** sur une prévision de **191,2 milliards de F. CFA**, soit un dépassement de 7% par rapport à la loi, représentant **13 milliards de F. CFA**. Ce surplus de dépense s'explique essentiellement par les transferts à la SOGARA, exécutés pour **34,7 milliards de F. CFA** contre une prévision de **18,6 milliards de F. CFA**.

Le paiement des dépenses pour ce poste a été effectué à hauteur de **183 milliards de F. CFA**, soit 95,7% par rapport à la LFR. Comparativement à 2016, les dépenses de transferts sont en recul de **46,6 milliards de F. CFA**.

▪ ***Les dépenses d'investissement (titre 5)***

Sur une prévision de **436,6 milliards de F. CFA** dans la LFR, les dépenses d'investissement ont été ordonnancées à hauteur de **132,7 milliards de F. CFA**, soit 30,4 %, en retrait de près de **271,9 milliards de F. CFA** par rapport à 2016. Par ailleurs, les règlements ont atteint un montant de **125,9 milliards de F. CFA**, soit un taux d'exécution de 28,8 %.

Il convient de noter que ce niveau n'intègre pas les règlements concernant le Fonds d'Entretien Routier (FER), d'un montant de **19,959 milliards de F.CFA**.

Les dépenses d'investissement concernent les financements extérieurs pour les prêts projets, soit **65,3 milliards de F. CFA** et les dépenses sur ressources gabonaises pour **67,4 milliards de F. CFA**.

Les dépenses sur ressources gabonaises ont porté principalement sur les contreparties nationales aux projets cofinancés avec les bailleurs internationaux pour **25,1 milliards de francs CFA**, le programme d'investissement suivi par l'ANGTI pour **17,2 milliards de F. CFA**, la mission Santé pour **5,5 milliards de F. CFA**, les institutions constitutionnelles pour **3,1 milliards de F. CFA** et la mission Gestion des finances publiques pour l'acquisition d'un nouveau système informatique pour les opérations douanières (SYDONIA World) à hauteur de **0,9 milliard de F. CFA**.

S'agissant des projets cofinancés avec les bailleurs internationaux, les règlements portent sur :

- la transformation agricole et l'organisation du monde rural à hauteur de **0,39 milliard de F CFA** ;
- les infrastructures routières pour **16,9 milliards de F. CFA** ;
- l'assainissement pour **2,9 milliards de F.CFA** ;
- la construction de nouveaux centres de formation professionnelle pour **4,8 milliards de F. CFA**.

Les projets ayant bénéficié des financements extérieurs se déclinent ainsi qu'il suit :

- **2,658 milliards de F.CFA** sur l'**Agence Française de Développement (AFD)** pour « Projet de développement agricole », « Assainissement de la ville de Port-Gentil » « Bassin versant Gué-Gué », et « Réhabilitation du Transgabonais » ;
- **19,878 milliards de F.CFA** sur **Industrial and Commercial Bank of China (IBC)** pour « Construction du stade d'Oyem » et « Construction du stade de Port-Gentil » ;
- **17,073 milliards de F.CFA** sur **Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC)** pour « Aménagement de la route PK5-PK12 » ;
- **24,860 milliards de F.CFA** sur la **Banque Mondiale (BIRD)** pour « la Dorsale de Télécommunication », « le Programme de Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité », « le Programme de développement des infrastructures locales Phase II », « l'Accès aux services de base en milieu rural », « le Développement du système des statistiques du Gabon », « le Projet E-Gabon » et « l'Appui à l'employabilité des jeunes » ;
- **0,682 milliard de F.CFA** sur le **Fonds d'Investissement et de Développement Agricole (FIDA)** pour le « Développement agricole rural ».

▪ ***Les autres dépenses (titre 6)***

Elles portent sur les plans sociaux, les dépenses de restructurations des entreprises et le contentieux de l'Etat.

Projetées à **30 milliards de F. CFA**, ces dépenses affichent respectivement des taux d'exécution en ordonnancement et en paiement de 25 et 9%. Le niveau d'ordonnancement atteint au quatrième trimestre 2017, s'élève à **7,5 milliards de F. CFA** et porte principalement sur :

- la prise en charge des dépenses relatives à la liquidation de la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG), **2 milliards de F. CFA** ;
- les engagements au profit de l'Agence Judiciaire de l'Etat, pour la prise en charge des frais arbitraux dans le suivi des dossiers contentieux de l'Etat, **1 milliard de F. CFA** ;
- la prise en charge à hauteur de 50% du plan social des agents du Comité de Privatisation pour **0,9 milliard de F. CFA**.

2) Exécution des dépenses sociales (en milliards de FCFA)

Tableau 5 : Dépenses à caractère social

		LFR	Ordonnance	Règlement	Taux
25 Santé	Sous-Total	26,6	31,1	23,3	88%
	Dépense de personnel	0,0	6,7	2,8	
	Biens et services	14,6	11,8	11,2	77%
	Investissement	0,0	5,5	3,1	
	Transfert	12,0	7,2	6,2	52%
11 Education nationale	Sous-Total	76,4	15,8	11,8	15%
	Dépense de personnel	0,0	8,4	6,3	
	Biens et services	10,9	6,9	5,0	46%
	Investissement	65,5	0,0	0,0	0%
	Transfert	0,0	0,5	0,5	
22 Prévoyance sociale	Sous-Total	64,5	30,4	29,0	45%
	CNAMGS	25,3	3,2	2,0	8%
	Biens et services	0,4	0,5	0,4	100%
	Transfert	22,9	10,7	10,7	47%
	GEF	15,9	15,9	15,9	100%
	Autres	0,0	0,0	0,0	
Total général		167,5	77,4	64,2	38%

De façon générale, les dépenses sociales ont été ordonnancées à hauteur de **77,4 milliards de F. CFA** et réglées pour près de **64,2 milliards de F. CFA**, soit un taux d'exécution de 38% par rapport à la LFR.

Cette contre-performance des dépenses sociales est pour partie due à la faiblesse de l'investissement dans le domaine de l'Education, tributaire de la faible mobilisation des financements extérieurs, et du faible niveau d'exécution de la dotation de **25,2 milliards de F. CFA**, destinée à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS).

3) Situation de la mission 23 « Provisions »

La mission « Provisions » est prévue pour financer les dépenses accidentelles, destinées à faire face à des besoins urgents et imprévisibles, lesquelles sont exécutées par transfert vers les programmes de politiques publiques correspondants aux activités bénéficiaires.

Dans le cadre de l'exécution de la LFR 2017, les transferts exécutés à partir de la mission « Provisions » à fin décembre ont atteint un montant de **37,1 milliards de F. CFA**, déclinés dans le tableau ci-après :

Tableau 6 : Mouvements de la mission 23 « Provisions »

Transfert		
Titre 2		
Objet	Montant	Programme destinataire
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	392 196	28.892.A2.K3-Fonction Publique Moyen-Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	528 570	14.528.A7.K4-Perception Akieni-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	483 727	14.549.A4.K3-Services des Douanes Ogooué-Maritime- Ngounié-Nyanga-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	437 983	3.171.A2.K5-CATE Tchibanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	165 542	24.815.A1.K7-Subdivision territoriale Moyen Ogooué-Ngounié-Nyanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 734 344	18.647.A6.K1-Opérateur-Centre National de Formation des Sportifs
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	508 277	18.647.A3.K8-Sports et loisirs Ogooué maritime-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	514 858	14.528.B1.K2-Perception Moabi-2502
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	223 347	3.171.A2.K3-CATE Franceville-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	353 560	18.647.A3.K3-Sports et Loisirs Moyen-Ogooué-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	309 814	3.185.A2.K9-Secteurs agricoles et centre d'appui technique Woleu Ntem
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	249 062	14.528.A7.K3-Perception Okondja
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	398 260	18.647.A3.K2-Sports et loisirs Haut-Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	274 452	3.171.A2.K4-CATE Ndende-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	807 570	25.843.A2.K8-Opérateur-CTA Ogooué-Lolo
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	352 120	22.752.B3.K1-Coordination Provinciale du Woleu Ntem-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 920 444	28.892.A2.K4-Fonction Publique Ngounié-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 002 350	22.752.A6.K2-Halte garderie de Lambaréné

Objet	Montant	Programme destinataire
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	398 260	28.892.A2.K9-Fonction Publique Woleu-Ntem
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	638 207	14.528.B1.K4-Perception Mayumba
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	480 227	28.892.A2.K2-Fonction Publique Haut-Ogooué-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	446 472	22.752.A5.K4-Halte garderie d'Okondja-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	324 594	25.843.A2.L1-Opérateur-CTA Woleu-Ntem-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	458 000	22.752.A8.K1-Coordination Provinciale Nyanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	76 152	14.528.B4.K3-Perception Omboué-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	747 040	14.528.A7.K7-Perception Bongoville-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	237 343	25.829.A7.K2-Services de santé-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	769 047	14.528.A9.K7-Perception Fougamou-2401
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	171 664	25.843.A2.K4-Opérateur-CTA Moyen-Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 227 728	22.752.A5.K2-Halte garderie de Franceville
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	102 690	3.164.A8.K4-Secteur agricole de Iboundji-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	8 716 290	12.486.A2.K4-Opérateur-CNOU-COU-USS-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	712 822	7.311.A4.L1-Forces terrestres Ngounié-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	185 534	14.549.A4.K3-Services des Douanes Ogooué-Maritime- Ngounié-Nyanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	213 767	3.164.B4.K2-ORIAM Oyem
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	195 179	12.486.A2.K2-Opérateur-CNOU-COU-UOB
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 401 796	22.752.B2.K2-halte garderie de Port Gentil
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	932 405	14.528.A4.K4-Agence Comptable de l'USTM
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 478 154	22.752.A7.K3-Halte garderie Mbigou
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 238 490	22.752.A7.K2-Halte garderie de Mouila

Objet	Montant	Programme destinataire
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 606 604	22.752.A6.K3-Halte garderie MOUSSAMOUKOUGOU
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 243 754	22.752.A8.K4-Halte garderie de Mayumba-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	280 807	18.647.A3.K7-Sports et loisirs Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	399 610	14.528.A8.K1-Trésorerie Provinciale Moyen-Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 954 599	3.164.B1.K1-Services agricoles de Woleu-Ntem-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 263 186	3.192.A2.K3-Ecole Nationale du Développement Rural
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	466 012	24.815.A1.K6-Subdivision territoriale Ogooué Maritime-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	10 384	18.647.A3.K5-Sports et loisirs Nyanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	326 000	25.829.A8.K1-Santé publique (DRS)-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 508 468	22.752.B1.K3-halte garderie d'Iboundji-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	859 970	22.752.B3.K2-Halte garderie d'Oyem
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	424 610	14.549.A4.K1-Services des Douanes Estuaire/Moyen-Ogooué-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	701 167	28.892.A2.K7-Fonction Publique Ogooué-Lolo-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	947 124	22.752.A7.K1-Coordination Provinciale Famille Ngounié
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 525 694	22.752.A5.K6-Halte garderie d'Akiéni-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 722 723	22.752.A8.K2-Halte garderie de BATSIENGUI (Tchibanga)-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	303 678	14.528.B5.K2-Recette Perception BITAM-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paieries du Gabon à l'étranger.	7 500 000	14.528.B6.K6-Paierie du Gabon en Chine-3090
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	353 560	18.647.A3.K3-Sports et Loisirs Moyen-Ogooué-

Objet	Montant	Programme destinataire
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	1 228 000	14.528.B6.L4-Paierie du Gabon au Togo-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	1 728 000	14.528.B6.K7-Paierie du Gabon en Côte d'Ivoire
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	5 875 000	14.528.B6.K1-Paierie du Gabon en Afrique du Sud
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger	2 500 000	14.528.B6.L3-Paierie du Gabon au Maroc-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	12 500 000	14.528.B6.K9-Paierie du Gabon aux Etats Unis-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	1 860 000	14.528.B6.K5-Paierie du Gabon au Cameroun-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	12 462 000	14.528.B6.K3-Paierie du Gabon en Belgique-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	1 700 000	14.528.B6.K2-Paierie du Gabon en Angola-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	4 978 000	14.528.B6.L2-Paierie du Gabon en Italie-
transfert prise en charge dotation additionnel du titre 2 pour le consulat de France.	22 934 250	1.115.A1.K9-Consulat du Gabon en France-
Transfert pour la prise en charge de la rallonge budgétaire destinée aux salaires du personnel local à la Mission permanente à Genève.	86 046 408	1.101.A1.O1-Mission permanente aux Nations Unies
Transfert prise en charge dépense de personnel du consulat général du Gabon en Arabie Saoudite.	56 000 000	1.115.A1.L1-Consulat du Gabon à Jeddah-
Sous-total titre 2	273 017 945	

Titre 3

Objet	Montant du transfert	Programme destinataire
Transfert prise en charge commission attribution des plaques.	50 000 000	8. 360 Pilotage et soutien à la coord - Pilotage de la stratégie ministérielle

Objet	Montant	Programme destinataire
Transfert de crédit pour la prise en charge des frais de transport de Mme CHOI DAHAF.	3 328 700	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge des émoluments des artistes ayant participé à la manifestation 9 provinces	10 000 000	10.437 Pilotage et soutien aux politi - Pilotage de la stratégie ministérielle
Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses liées au fonctionnement du comité de suivi et d'évaluation des réformes des finances	160 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
transfert prise en charge des dépenses liées à la tenue solennelle du Conseil d'Etat.	20 000 000	21.248 Conseil d'Etat - Conseil d'Etat
Transfert prise en charge dépenses urgentes de l'Ambassade du Gabon en France.	153 425 482	1.101 Affaires étrangères - Conduite et coordination de l'action diplomatique
Transfert prise en charge frais d'inhumation, de transport et de frais de scolarité des agents pubics.	1 100 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge contribution de la DGBFIP A L'EPCA.	21 500 000	14. 521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Mise à disposition des crédits pour la prise en charge des dépenses liées à la mise en œuvre du processus de revue biennale de l'Unité Africaine	23 000 000	3.192 Pilotage et soutien aux politi - Coordination administrative
Transfert prise en charge de la couverture des dépenses liées à l'organisation de la rentrée judiciaire.	40 000 000.	21.241.A1.K1-Cour des Comptes-
Prise en charge location annuelle de la résidence de l'ambassadeur du gabon en chine.	168 543 088	1.101.A1.M5-Ambassade du Gabon en Chine-
Prise en charge refonte des textes issus du dialogue d'Agondjé.	350 000 000	21.738.A1.K1-Cour constitutionnelle
Transfert prise en charge des dépenses liées à la réunion des Ministres des Finances de zone franc.	18 686 500	14.542.A1.K1-Cabinet-
Transfert de crédits pour la prise en charge de l'organisation de la cérémonie de prestation de serment des comptables publics devant les Magistrats de la Cour des Comptes.	100 000 000	14.528.A3.K2-Administration générale-

Objet	Montant	Programme destinataire
Transfert prise en charge dotation additionnelle pour la coordination interministérielle.	1 000 000 000	8.346.A1.K3-Dotation de Souveraineté du Gouvernement
Prise en charge transport des diplomates mutés	200 000 000	14.521.A1.K1-Administration générale-
Transfert prise en charge des travaux sur la mise en œuvre des axes du plan de relance de l'économie.	100 000 000	14.542.A2.K1-Administration
Transfert prise en charge dotation additionnelle pour l'ANINF.	600 000 000	10.416.A2.K1-Opérateur-ANINF
Transfert prise en charge dotation additionnelle CNC.	100 000 000	5.227.A1.K1-Conseil national de la communication (CNC)
Transfert prise en charge rallonge IGPP.	1 000 000 000	21.717.A1.K3-Intendance du Palais -
Transfert prise en charge dotation additionnelle pour le fonctionnement du Cabinet du Président de la République.	500 000 000	21.717.A1.K1-Cabinet du Président de la République
Transfert prise en charge des frais de mission et de déplacement de l'ancien Premier Ministre Casimir OYE MBA.	17 600 000	8.360.A1.K2-0000-0000
Transfert prise en charge des dépenses liées à l'organisation de la cérémonie de prestations des serments des comptables publics.	50 000 000	21.241.A1.K1-Cour des Comptes-
Transfert prise en charge semaine mondiale de l'entreprenariat.	50 000 000	13.514.A2.K1-Administration
Transfert prise en charge mission collaborateurs du Ministre de l'agriculture.	15 938 636	3.164.A1.K1-Production et protection des végétaux-
Transfert prise en charge du solde de l'enveloppe exceptionnelle accordée CNLCEI	200 000 000	31.262.A1.K1-Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)-
Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses de transports centralisés.	500 000 000	14.521.A1.K1-Administration générale
Transfert couverture des dépenses liées à l'examen de la loi de finances rectificative 2017	250 000 000	5.213.A1.K1-Conseil économique et social (CES)-
Transfert prise en charge dépenses DGBFiP	500 000 000	14.521.A1.K1-Administration générale
Transfert prise en charge dotation additionnelle mission permanente de la République du Gabon près le système des nations unies à Genève en Suisse.	225 000 000	1.101.A1.O1-Mission Permanente0000

Objet	Montant	Programme destinataire
Transfert prise en charge examen projet de loi de règlement 2016 et loi de finances 2018 et dépenses des administrations.	1 500 000 000	30.990.A1.K1-Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques-
Transfert prise en charge des dépenses liées aux activités de formation et de sensibilisation sur les OGR.	218 116 429	27.885.A1.K1-Cabinet
Transfert prise en charge examen projet de loi de règlement 2016 et loi de finances 2018 et dépenses des administrations.	1 000 000 000	14.528.A3.K2-Administration générale-
Transfert prise en charge examen projet de loi de règlement 2016 et loi de finances 2018 et dépenses des administrations.	1 981 000 000	30.990.A1.K1-Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques-
Transfert de crédits pour la prise en charge de la première tranche des frais de scolarités des enfants de diplomates 2017-2018.	1 069 100 269	Coordination diplomatique
Transfert de crédits pour la prise en charge des arriérés de loyers des diplomates gabonais à Genève Menacé d'expulsion.	228 795 773	1.101.A1.O1-Mission permanente aux Nations Unies
Transfert de crédits pour la prise en charge de la rallonge exceptionnelle accordée à l'ANINF	500 000 000	10.416.A2.K1-Opérateur-ANINF
Transfert de crédits dotation additionnelle CENAP.	300 000 000	31.255.A1.K1-Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente
Prise en charge carburant Force de Police d'Investigation Judiciaire.	30 000 000	26.864.A1.K3-POLICE JUDICIAIRE
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	424 265 814	14.521.A4.K1-Opérateur-Caisse des Pensions et des Prestations Familiales-
Transfert prise en charge dotation additionnelle au profit de la Garde Républicaine.	300 000 000	7.325.A1.K3-Vie du soldat et soutien à la Garde Républicaine
Transfert de crédit pour la prise en charge des dépenses des membres du gouvernement.	500 000 000	.346.A1.K3-Dotation de Souveraineté du Gouvernement
Sous total titre 3	15 538 300 691	

Objet	Montant	Programme destinataire
Titre 4		
Transfert prise en charge frais de transport du Dr Ashraf MOSTAFA HASSAN.	725 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge des dépouilles.	10 000 000	Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge frais d'astreinte dans le cadre des travaux préparatoires du séminaire gouvernemental.	20 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge dépenses liées à la mise en œuvre des réformes en cours.	20 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert de régulation pour la prise en charge des dépenses liées aux communiqués et autres parutions	50 000 000	14.570 Gestion de la commande public - Contrôle des procédures de passation des marchés
Transfert prise en charge de la dotation budgétaire au profit des accidentés de kango.	42 500 000	30.941 Dotation pour dépenses à cara - Dotation pour dépenses à caractère politique
Transfert prise en charge de la dotation exceptionnelle accordée au cabinet du Président de la République.	200 000 000	21.717 Présidence de la République - Présidence de la République
Transfert prise en charge dépenses résolution de la crise sociale des régies financières.	29 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge rallonge budgétaire de la Croix Rouge Gabonaise.	100 000 000	22.759.A3.K1-Personnes vivant en situation de vulnérabilité
Transfert prise en charge police multirisque aviation de la Présidence de la République et de l'Etat Gabonais.	636 416 663	30.941.A1.K1-Dotation pour dépenses à caractère politique-
Transfert prise en charge complément des dépenses payées par le trésor au titre de la contribution du Gabon à l'Union Africaine.	28 498 259	1.101.A1.K1-Coordination diplomatique
Transferts prise en charge dotation additionnelle cabinet du Ministre.	500 000 000	14.542.A1.K1-Cabinet-

Objet	Montant	Programme destinataire
Transfert prise en charge SOGATRA.	2 000 000 000	17.626.A4.K1-Opérateur-SOGATRA
Transfert prise en charge subvention additionnelle ANPI.	300 000 000	13.514.A3.K1-Opérateur-Agence Nationale de la Promotion des investissements
Transfert prise en charge de la contribution du Gabon pour les travaux de construction de Cuba	55 954 700	30.941.A1.K1-Dotation pour dépenses à caractère politique-
Transferts prise en charge des avances sur l'organisation des élections législatives	5 000 000 000	21.738.A1.K1-Cour constitutionnelle
Transferts prise en charge des avances sur l'organisation des élections législatives	3 000 000 000	2.136.A2.K1-Opérations électorales
Transfert prise en charge dépenses DGBFIP	500 000 000	14.521.A1.K1-Administration générale-
Transfert de crédits pour la prise en charge de l'opération conjointe des forces de défense et de sécurité.	102 427 600	7.339.A1.K1-Cabinet militaire-
Transfert de crédits pour la prise en charge de l'opération conjointe des forces de défense et de sécurité.	81 998 000	26.864.A2.K3-Moyens-
Transfert de crédit pour la prise des bourses de l'ENS.	657 097 340	12.472.A6.K1-Opérateur-ENS
Sous total titre 4	13 334 617 562	

Titre 5

Transfert prise en charge des dépenses liées à l'organisation du séminaire gouvernemental.	100 000 000	8.346 Coordination du travail gouver - Animation et suivi du travail gouvernemental -
Transfert de crédit pour la prise en charge des dépenses d'équipements du Conseil Economique et Social.	174 500 000.	5.213.A1.K1-Conseil économique et social
MARCHE /DGCISM/2017	749 999 306	7.325.A1.K2-Conseil économique et social
Transfert prise en charge acquisition des onduleurs pour la salle de reprographie.	5 742 714	30.997.A1.K1-Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration
Modification budgétaire prise en compte production passeports diplomatiques et de service	274 500 000	1.122.A2.K1-Administration générale-
Transfert pour la prise en charge d'un acompte de 50% pour la construction des logements d'astreinte et les travaux de réhabilitation de la chambre provinciale	967 738 274	30.948.A1.K1-Dotation pour frais d'hébergement et de locations-

Objet	Montant	Programme destinataire
de ntoum.		
Transfert prise en charge des factures involys.	201 805 171	30.948.A1.K1-Dotation pour frais d'hébergement et de locations-
Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses d'équipements de l'administration.	3 000 000 000	30.948.A1.K1-Dotation pour frais d'hébergement et de locations-
Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses d'équipements de l'administration.	334 000 000	30.997.A1.K1-Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration
Transfert prise en charge du solde de la convention de reconstruction du marché de Franceville	1 336 822 807	2.143.A2.K1-Assistance aux collectivités locales-
Transfert prise en charge lampadaires solaires.	787 148 400	24.787.A1.K1-Electricité-0000
Transfert de crédits pour la prise en charge des travaux d'étanchéité du Dôme de l'hémicycle provisoire et des travaux d'aménagements intérieurs.	237 016 116	21.724.A1.K1-Assemblée Nationale-
Sous total titre 5	7 994 772 788	

Total général	37 140 708 986
----------------------	-----------------------

Source : DGBFiP

III. LES COMPTES SPECIAUX

Le solde des comptes spéciaux (cf. annexe 9) s'établit à **-3 milliards de F. CFA**, soit un dépassement par rapport à la prévision de la LFR qui prévoyait l'équilibre des comptes.

Créé en 2016, le **compte d'affectation spéciale « Pensions »** présente de manière détaillée les recettes et les dépenses de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. Le compte d'affectation spécial pension a été exécuté en recettes et en dépenses à hauteur de **58,2 milliards de francs CFA**.

Cet équilibre a été obtenu grâce à l'abondement du compte par les crédits du budget général, à hauteur de **1,4 milliard de F.CFA**, conformément à l'article 55 de la LOLFEB.

En effet, sur une prévision de ressources de **54,6 milliards de F.CFA** de recettes (dont **24,6 milliards de F.CFA** de cotisations des agents publics et **30 milliards de F.CFA** de subvention prévue par l'Etat employeur) et malgré le dynamisme des cotisations de la part des agents qui a été exécutée à hauteur de **26,8 milliards de F.CFA**, la subvention de l'Etat a été ordonnancée à hauteur de **31 milliards de F.CFA** pour couvrir la totalité des dépenses.

Le **compte d'affectation spéciale « Promotion du sport »** a été créé dans la loi de finances 2017, pour retracer les dépenses prises en charge par le Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS). A fin décembre, ses réalisations en recettes et en dépenses sont supérieures à la prévision de la loi. Ce CAS affiche un dépassement en dépenses de près de **12,2 milliards de F. CFA**.

Le **compte d'affectation spéciale « Prestations familiales et sociales »** a été mis en place dans la loi de finances 2017 pour retracer les opérations relatives aux prestations familiales gérées par la Caisse des Pensions et des Prestations Familiales (CPPF). Ce CAS a été exécuté, en recettes et en dépenses, pour **16,5 milliards de F. CFA**.

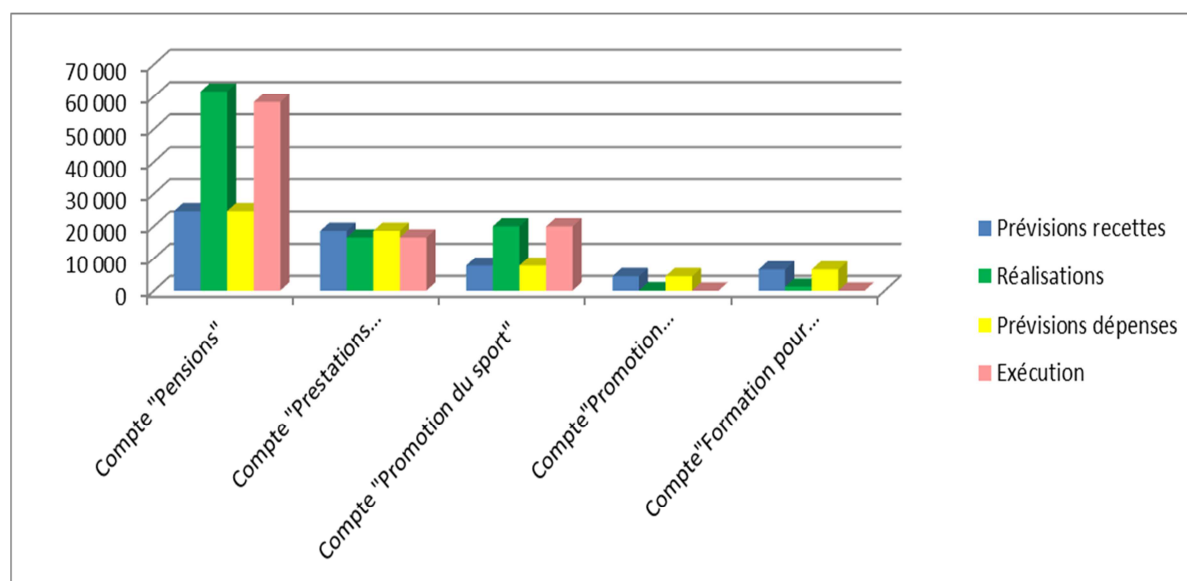
Le **compte d'affectation spéciale « Promotion audiovisuelle et cinématographique »** a été créé dans la LFR 2017 en ses articles 5 et 6 où il est stipulé que la Redevance Audiovisuelle et Cinématographique (RAC) est due par tout opérateur du secteur de la communication audiovisuelle, notamment :

- tout opérateur du secteur privé de la communication audiovisuelle et numérique ;
- tout distributeur de services de médias audiovisuels qui fournissent un service au Gabon ;
- tout importateur, vendeur ou revendeur de postes téléviseurs ;
- toute personne morale de droit privé opérant dans le secteur de la communication écrite et de l'édition.

Le **compte d'affectation spéciale « Formation pour l'emploi »** a été initié dans la LFR 2017 en ses articles 41 et 42 où il est expliqué que ce compte est destiné à l'essor de la formation professionnelle.

Ces deux derniers comptes, bien qu'ayant connu une exécution en recettes de l'ordre de **0,3 et 1,8 milliard de F. CFA**, n'ont pas fait l'objet d'exécution en dépenses sur l'exercice 2017.

Graphique 3 : Situation des comptes spéciaux



Source : Caisse des Pensions/DGCPT/DGBFiP

IV. LES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

1) Charges de trésorerie et de financement

Prévues à **973,3 milliards de F. CFA**, les charges de trésorerie et de financement, consacrées à l'amortissement de la dette publique (intérieure et extérieure), ont été exécutées à hauteur de **927,9 milliards de F. CFA**, soit un taux d'exécution de 95%.

Ce niveau d'exécution intègre **320,5 milliards de F. CFA** d'amortissements extérieurs, **251,3 milliards de F. CFA** d'amortissements intérieurs et **234,9 milliards de F. CFA** d'autres amortissements dont **145,2 milliards de F. CFA** d'instances au Trésor (en hausse de **7,6 milliards de F. CFA** par rapport au troisième trimestre) et **67,9 milliards de F. CFA** pour les arriérés TVA.

2) Ressources de trésorerie et de financement

Projetées à **1 145,4 milliards de F. CFA**, les ressources de trésorerie et de financement ont atteint **943,2 milliards de F. CFA**, soit 82%. Elles sont constituées de financements extérieurs, des émissions de titres publics et de financements non bancaires.

Les tirages indiquent une exécution de **667,1 milliards de F. CFA**, soit un taux de 74% sur la base des prévisions, dont **251,8 milliards de F. CFA** pour les émissions de titres publics et un montant de **24,3 milliards de F. CFA** correspondant au financement non bancaire.

Tableau 7 : Opérations de trésorerie et de financement au 31 décembre 2017

	2017		
	LFR 2017	Exécution à fin décembre	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	478 935	320 522	67%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	158 968	251 272	158%
Autres amortissements	202 929	234 939	116%
Correspondants du Trésor	4 379	-	
Attribution de produits		121 174	
Prêts et avances	51 005	-	
Total	973 329	927 907	95%
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	898 093	667 065	74%
Emissions de titres publics	218 198	251 850	115%
Financement bancaire	-	-	
Financement non bancaire		24 338	
Total	1 145 392	943 253	82%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	172 063	15 346	
Solde budgétaire global	-172 063	201 921	
Solde net	0	217 267	

Source : DGCPT et DGBFiP

Le solde net de l'exécution des opérations de trésorerie et de financements et des opérations budgétaires s'établit à **217,3 milliards de F. CFA**.

CONCLUSION

L'exécution du budget au quatrième trimestre a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre du programme de relance économique (PRE) soutenu par le Fonds Monétaire International (FMI).

Dans ce contexte, la politique budgétaire a porté principalement sur la poursuite de la consolidation des soldes des finances publiques initié depuis le second semestre et la maîtrise du niveau de l'endettement public, à travers notamment l'optimisation des recettes et le contrôle des dépenses publiques sur la seconde moitié de l'année.

Sur ces points, les avancées enregistrées portent notamment sur les mesures de réduction des dépenses fiscales, la maîtrise des dépenses publiques et la gestion prudente de la trésorerie.

Ces efforts qui devront être maintenus et renforcés en 2018, ont permis de limiter l'accumulation des arriérés intérieurs, notamment les instances au Trésor Public.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est effectué à partir de données disponibles à la fin du trimestre. Toutefois, pour garantir la production de ce dernier, l'organisation des travaux d'élaboration exige une collaboration conjointe entre de nombreux services qui sont à la source de certaines données et capables d'en analyser les évolutions dans le respect des délais impartis.

Les recettes encaissées présentées dans ce rapport ont fait l'objet de rapprochements avec le niveau des liquidations faites par les régies financières.

Par ailleurs, certaines données relatives aux charges financières de la dette trésor et aux charges de trésorerie et de financement n'ont pas été suivies d'analyses.

En ce qui concerne les Comptes d'Affectation Spéciale, une analyse pertinente n'a pas pu être menée du fait de l'absence de données qualitatives, relevant de la compétence des gestionnaires.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions de F.CFA)

	2017				2016	
	LFR 2017	Réalisation au 31 décembre	Taux		LF 2016	Réalisation au 31 décembre
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 026 167	926 365	90%		1 412 424	911 433
Impôts	364 138	372 881	102%		579 930	327 233
Impôts sur les sociétés	202 185	253 599	125%		361 703	172 895
Impôts sur les personnes	135 823	101 758	75%		197 366	128 152
Impôts sur les revenus des capitaux	26 130	17 524	67%		20 861	26 186
Taxes	662 029	553 484	84%		832 494	584 200
Taxes de formation professionnelle	6 432	1 783	28%			
Droits et taxes sur la propriété	27 526		0%		31 381	20 881
Taxes sur les biens et services	296 177	181 201	61%		379 192	274 473
Droits et taxes de douanes	320 998	246 200	77%		407 780	277 249
Autres recettes fiscales	10 896	124 300	1141%		14 141	11 597
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	4 807		0%			
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	43 102	43 296	100%		24 120	26 414
Cotisations retraites	24 602	26 826	109%		24 120	26 414
Prélèvements sociaux	18 500	16 470	89%			
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	640 540	604 703	94%		607 331	570 517
Revenus de la propriété	592 224	573 196	97%		567 272	453 977
Revenus de participations	23 725	23 253	98%		14 253	23 315
Revenus du domaine foncier	722	17	2%		515	1 074
Revenus du domaine pétrolier	510 532	527 098	103%		547 717	421 894
Revenus du domaine minier	3 267	16 772	513%		175	3 311
Revenus du domaine forestier	3 978	6 056	152%		4 612	4 383
Vente de biens et services	50 000		0%			
Recettes diverses non fiscales (yc. recettes affectées)	48 316	31 507	65%		40 059	116 540
Recettes à répartir*		26 707				48 982
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	1 714 617	1 601 071	93%		2 043 875	1 557 346

Source : DGBFiP, DGCPT et DGI

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées(en F.CFA)

		PLAFONDS PLFR 2017	EXECUTION A FIN DECEMBRE 2017	TAUX D'EXECUTION PLFR
A	Recettes fiscales affectées	43 962 000 000	70 221 743 489	159,7%
A1	CNAMGS	14 795 000 000	19 452 365 011	131,5%
A1.1	ROAM		4 153 059 885	
A1.2	CONTRIBUTION SPECIALE DE SOLIDARITE		11 285 930 803	
A1.3	TAXE SUR TRANSFERT DE FONDS		4 013 374 323	
A1.4	RETENUES COTICATIONS CNAMGS		-	
A2	FONDS NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DU SPORT	7 708 000 000	14 967 436 306	194,2%
A2.1	DROITS D'ACCISES	7 117 000 000	14 685 649 659	
A2.2	TAXE SUR LES JEUX DE HASARD	591 000 000	281 786 647	
A3	FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE	6 432 000 000	1 190 515 285	18,5%
A3.1	Contribution pour la Formation Professionnelle	6 432 000 000	1 190 515 285	
A4	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FER II)	10 503 000 000	34 510 861 371	328,6%
A4.1	REDEVANCE D'USURE DE LA ROUTE		21 551 732 478	
A4.2	TAXE SUR LE CONTRÔLE DES ASSURANCES		2 486 269 668	
A4.3	TAXE COMPLEMENTAIRE SUR LES SALAIRES		10 472 859 225	
A5	AGENCES NATIONALE DES PARCS NATIONAUX	148 000 000	70 446 662	47,6%
A5.1	TAXE SUR LES JEUX DE HASARD	148 000 000	70 446 662	
A6	COMMUNICATION	4 376 000 000	30 118 854	0,7%
A6.1	Redevance Audiovisuelle	4 376 000 000	30 118 854	
B	Recettes douanes affectées	9 892 000 000	6 769 787 711	68,4%
B1	TAXE COMMUNAUTAIRE INTEGRATION CEMAC	6 262 000 000	4 228 560 160	
B3	TAXE DE PREFERENCE COMMUNAUTAIRE		-	
B2	CONTRIBUTION D'INTEGRATION A LA CEEAC	3 219 000 000	2 256 792 535	
B4	TAXE OHADA	411 000 000	284 435 016	
C	Autre recettes affectées	28 137 000 000	60 371 358 878	214,6%
C1	CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 683 000 000	8 359 021 538	496,7%
C1.1	FONDS NATIONAL DE L'HABITAT (FNH)		8 359 021 538	
C1.2	CAUTIONS DE RAPATRIEMENT		-	
C1.3	CAUTIONS DE MISE EN LIBERTE PROVISoire		-	
C1.4	CAUTIONS ELECTORALES		-	
C1.6	CAISSE DE PEREQUATION TAXE SUR LES HYDROCARBURES		-	
C4	COLLECTIVITES LOCALES	20 882 000 000	41 428 264 181	198,4%
C4.4	I.R.P.P		1 784 482 126	
C4.6	IRPP/FONCIER PRECOMPTE DM	2 866 000 000	181 047	
C4.7	IRPP/ACOMPTE DOUANIER		1 086 926	
C4.8	PRECOMPTE IRPP FORESTIERS		477 428	
C4.9	PATENTES	3 411 000 000	4 663 603 713	
C4.10	LICENCES	477 000 000	144 850 383	
C4.11	FONCIER BATI	5 115 000 000	7 812 323 555	
C4.12	FONCIER NON BATI	597 000 000	628 906 383	
C4.13	I.R.P.P (SALARIES)	8 007 000 000	25 911 765 660	
C4.14	I.F.R	409 000 000	-	
C4.15	VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX		9 245 151	
C4.16	TAXE SUR LES CARRIERES		425 255 936	
C4.17	PRELVMENT LIBER./SUCCESSIONS/RECETTES DIVERSES DU BUDGET		46 085 873	
C5	FONDS DE PEREQUATION DE COLLECTIVITES LOCALES	5 572 000 000	10 584 073 159	190,0%
C5.5	I.R.P.P (SALARIES)	1 820 000 000	6 806 601 883	
C5.4	I.R.P.P		1 510 097 389	
C5.6	IRPP/FONCIER PRECOMPTE DM	651 000 000	153 209	
C5.7	IRPP/ACOMPTE DOUANIER		919 798	
C5.8	PRECOMPTE IRPP FORESTIERS		404 018	
C5.9	TAXE MUNICIPALE SUR LES CARBURANTS	3 101 000 000	2 265 896 861	
	TOTAL	81 991 000 000	137 362 890 078	167,5%

Source : DGBFiP et DGCPT

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA)

Catégorie de dépenses	2017						2016				
	LFR 2017	Montant ordonnancé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 4ème trimestre	Taux de paiement	R A P	LF 2016	Montant ordonnancé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 4ème trimestre	Taux de paiement
Titre 1. Charges financières de la dette	249 048	233 922	93,93%	233 922	93,93%	0	180 219	149 352	83%	149 352	83%
Titre 2. Dépenses de personnel	710 000	708 855	99,84%	708 855	99,84%	0	732 200	731 500	100%	731 500	100%
Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296	148 045	58,91%	124 690	49,62%	23 354	319 721	223 510	70%	223 510	70%
Titre 4. Dépenses de transfert	191 213	204 352	106,87%	183 048	95,73%	21 304	349 244	229 650	66%	229 650	66%
Titre 5. Dépenses d'investissement	436 607	132 705	30,39%	125 936	28,84%	0	562 774	404 656	72%	404 656	72%
Titre 6. Autres dépenses	30 000	7 530	25,10%	2 819	9,40%	4 711	8 000	7 192	90%	7 192	90%
Total des dépenses pour le budget général	1 868 164	1 435 408	77%	1 379 271	74%	56 138	2 152 158	1 745 861	81%	1 745 861	81%

Sources : DGCPT et DGBFiP

Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en F.CFA)

	LFR 2017	Montants ordonnancés au 4ème trimestre 2017	Taux base ordonnances	Montants payés au 4ème trimestre 2017	Taux base paiement
Titre 1. Charges financières de la dette	249 048	233 922	94%	233 922	94%
Extérieur	174 082	155 882	90%	155 882	90%
Intérêts sur emprunts extérieurs - courants	160 963	138 414	86%	138 414	86%
Bilatéraux	25 739	44 319	172%	44 319	172%
Multilatéraux	21 181	5 883	28%	5 883	28%
Banques	23 166		0%		0%
Marchés financiers	90 877	88 212	97%	88 212	97%
Intérêts - commissions et frais	13 119	17 468	133%	17 468	133%
Pertes sur change	9 119		0%		0%
Commission et frais extérieur DGD	4 000	17 468	437%	17 468	437%
Intérieur	74 966	78 040	104%	78 040	104%
Intérieurs - DGD	40 366	41 015	102%	41 015	102%
Intérêts sur emprunts intérieurs - courants	40 366	41 015	102%	41 015	102%
Banques intérieures	22 747	23 295	102%	23 295	102%
Moratoires	3	3	100%	3	100%
Marchés financiers	17 616	17 717	101%	17 717	101%
Trésor - dette	34 600	37 025	107%	37 025	107%
BEAC (agios)	11 240	14 406	128%	14 406	128%
Facilités de caisse	5 394	1 586	29%	1 586	29%
Bons du Trésor Assimilables	11 293	8 427	75%	8 427	75%
Perte de change	-	10 630		10 630	
Autres frais bancaires	6 673	1 976	30%	1 976	30%
Titre 2. Dépenses de personnel	710 000	708 855	100%	708 855	100%
Rémunération du personnel	710 000	708 855	100%	708 855	100%
Solde permanente	630 924	633 397	100%	633 397	100%
Rémunération autres catégories de salariés	60 576	58 988	97%	58 988	97%
Prestation sociales-fonctionnaires	18 500	16 470	89%	16 470	89%
Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296	148 045	59%	124 690	50%
dont Remboursement TVA	63 296	16 873	27%	16 873	27%
Titre 4. Dépenses de transferts	191 213	204 352	107%	183 048	96%
dont :					
<i>SOGARA (subvention au gaz et pétrole lampant)</i>	<i>18 638</i>	<i>34 737</i>	<i>186%</i>	<i>34 737</i>	<i>186%</i>
<i>Pensions fonctionnaires</i>	<i>30 000</i>	<i>31 391</i>	<i>105%</i>	<i>31 391</i>	<i>105%</i>
Titre 5. Dépenses d'investissement	436 607	132 705	30%	125 936	29%
dont financements extérieurs	286 025	65 310	23%	65 310	23%
Titre 6. Autres dépenses	30 000	7 530	25%	2 819	9%
Intérieurs-AJE	3 000	3 808	127%		
Protocoles transactionnels	1 000	1 163	116%		
Condamnations pécuniaires	1 000	1 410	141%		
Séquestres	500		0%		
Autres	500	1 235	247%		
Restructuration des entreprises	27 000	3 722	14%		
TOTAL	1 868 164	1 435 408	77%	1 379 271	74%

Source : DGCPT

**Annexe 5 : Récapitulatif des mouvements intervenus en gestion au cours du quatrième trimestre 2017
(en F.CFA)**

N°	Types de mouvements	Montants	Taux
1	Transferts	37 140 708 986	47,73%
2	Virements	28 338 621 045	36,42%
3	Fongibilité	12 332 928 889	15,85%
Total général		77 812 258 920	100%

Source : DGBFiP

Transfert

Objet	Montant	Programme destinataire
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	392 196	28.892.A2.K3-Fonction Publique Moyen-Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	528 570	14.528.A7.K4-Perception Akieni-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	483 727	14.549.A4.K3-Services des Douanes Ogooué-Maritime- Ngounié-Nyanga-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	437 983	3.171.A2.K5-CATE Tchibanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	165 542	24.815.A1.K7-Subdivision territoriale Moyen Ogooué-Ngounié-Nyanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 734 344	18.647.A6.K1-Opérateur-Centre National de Formation des Sportifs
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	508 277	18.647.A3.K8-Sports et loisirs Ogooué maritime-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	514 858	14.528.B1.K2-Perception Moabi-2502
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	223 347	3.171.A2.K3-CATE Franceville-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	353 560	18.647.A3.K3-Sports et Loisirs Moyen-Ogooué-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	309 814	3.185.A2.K9-Secteurs agricoles et centre d'appui technique Woleu Ntem
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	249 062	14.528.A7.K3-Perception Okondja
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	398 260	18.647.A3.K2-Sports et loisirs Haut-Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	274 452	3.171.A2.K4-CATE Ndende-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	807 570	25.843.A2.K8-Opérateur-CTA Ogooué-Lolo
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	352 120	22.752.B3.K1-Coordination Provinciale du Woleu Ntem-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 920 444	28.892.A2.K4-Fonction Publique Ngounié-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 002 350	22.752.A6.K2-Halte garderie de Lambaréné

Objet	Montant	Programme destinataire
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	398 260	28.892.A2.K9-Fonction Publique Woleu-Ntem
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	638 207	14.528.B1.K4-Perception Mayumba
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	480 227	28.892.A2.K2-Fonction Publique Haut-Ogooué-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	446 472	22.752.A5.K4-Halte garderie d'Okondja-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	324 594	25.843.A2.L1-Opérateur-CTA Woleu-Ntem-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	458 000	22.752.A8.K1-Coordination Provinciale Nyanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	76 152	14.528.B4.K3-Perception Omboué-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	747 040	14.528.A7.K7-Perception Bongoville-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	237 343	25.829.A7.K2-Services de santé-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	769 047	14.528.A9.K7-Perception Fougamou-2401
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	171 664	25.843.A2.K4-Opérateur-CTA Moyen-Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 227 728	22.752.A5.K2-Halte garderie de Franceville
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	102 690	3.164.A8.K4-Secteur agricole de Iboundji-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	8 716 290	12.486.A2.K4-Opérateur-CNOU-COU-USS-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	712 822	7.311.A4.L1-Forces terrestres Ngounié-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	185 534	14.549.A4.K3-Services des Douanes Ogooué-Maritime- Ngounié-Nyanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	213 767	3.164.B4.K2-ORIAM Oyem
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	195 179	12.486.A2.K2-Opérateur-CNOU-COU-UOB
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 401 796	22.752.B2.K2-halte garderie de Port Gentil
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	932 405	14.528.A4.K4-Agence Comptable de l'USTM
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 478 154	22.752.A7.K3-Halte garderie Mbigou

Objet	Montant	Programme destinataire
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 238 490	22.752.A7.K2-Halte garderie de Mouila
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 606 604	22.752.A6.K3-Halte garderie MOUSSAMOUKOUYOU
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 243 754	22.752.A8.K4-Halte garderie de Mayumba-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	280 807	18.647.A3.K7-Sports et loisirs Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	399 610	14.528.A8.K1-Trésorerie Provinciale Moyen-Ogooué
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 954 599	3.164.B1.K1-Services agricoles de Woleu-Ntem-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 263 186	3.192.A2.K3-Ecole Nationale du Développement Rural
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	466 012	24.815.A1.K6-Subdivision territoriale Ogooué Maritime-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	10 384	18.647.A3.K5-Sports et loisirs Nyanga
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	326 000	25.829.A8.K1-Santé publique (DRS)-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 508 468	22.752.B1.K3-halte garderie d'Iboundji-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	859 970	22.752.B3.K2-Halte garderie d'Oyem
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	424 610	14.549.A4.K1-Services des Douanes Estuaire/Moyen-Ogooué-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	701 167	28.892.A2.K7-Fonction Publique Ogooué-Lolo-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	947 124	22.752.A7.K1-Coordination Provinciale Famille Ngounié
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	1 525 694	22.752.A5.K6-Halte garderie d'Akiéni-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	2 722 723	22.752.A8.K2-Halte garderie de BATSIENGUI (Tchibanga)-
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	303 678	14.528.B5.K2-Recette Perception BITAM-

Objet	Montant	Programme destinataire
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	7 500 000	14.528.B6.K6-Paerie du Gabon en Chine-3090
Mouvements pour compléter le paiement de la solde : 10/2017.	353 560	18.647.A3.K3-Sports et Loisirs Moyen-Ogooué-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	1 228 000	14.528.B6.L4-Paerie du Gabon au Togo-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	1 728 000	14.528.B6.K7-Paerie du Gabon en Côte d'Ivoire
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	5 875 000	14.528.B6.K1-Paerie du Gabon en Afrique du Sud
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger	2 500 000	14.528.B6.L3-Paerie du Gabon au Maroc-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	12 500 000	14.528.B6.K9-Paerie du Gabon aux Etats Unis-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	1 860 000	14.528.B6.K5-Paerie du Gabon au Cameroun-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	12 462 000	14.528.B6.K3-Paerie du Gabon en Belgique-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	1 700 000	14.528.B6.K2-Paerie du Gabon en Angola-
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	4 978 000	14.528.B6.L2-Paerie du Gabon en Italie-
transfert prise en charge dotation additionnel du titre 2 pour le consulat de France.	22 934 250	1.115.A1.K9-Consulat du Gabon en France-
Transfert pour la prise en charge de la rallonge budgétaire destinée aux salaires du personnel local à la Mission permanente à Genève.	86 046 408	1.101.A1.O1-Mission permanente aux Nations Unies
Transfert prise en charge dépense de personnel du consulat général du Gabon en Arabie Saoudite.	56 000 000	1.115.A1.L1-Consulat du Gabon à Jeddah-
Sous-total titre 2	273 017 945	

Objet	Montant	Programme destinataire
Titre 3		
Transfert prise en charge commission attribution des plaques.	50 000 000	8. 360 Pilotage et soutien à la coord - Pilotage de la stratégie ministérielle
Transfert de crédit pour la prise en charge des frais de transport de Mme CHOI DAHAF.	3 328 700	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge des émoluments des artistes ayant participé a la manifestation 9 provinces	10 000 000	10.437 Pilotage et soutien aux politi - Pilotage de la stratégie ministérielle
Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses liées au fonctionnement du comité de suivi et d'évaluation des réformes des finances	160 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
transfert prise en charge des dépenses liées à la tenue solennelle du Conseil d'Etat.	20 000 000	21.248 Conseil d'Etat - Conseil d'Etat
Transfert prise en charge dépenses urgentes de l'Ambassade du Gabon en France.	153 425 482	1.101 Affaires étrangères - Conduite et coordination de l'action diplomatique
Transfert prise en charge frais d'inhumation, de transport et de frais de scolarité des agents pubics.	1 100 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge contribution de la DGBFIP A L'EPCA.	21 500 000	14. 521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Mise à disposition des crédits pour la prise en charge des dépenses liées à la mise en œuvre du processus de revue biennale de l'Unité Africaine	23 000 000	3.192 Pilotage et soutien aux politi - Coordination administrative
Transfert prise en charge de la couverture des dépenses liées à l'organisation de la rentrée judiciaire.	40 000 000.	21.241.A1.K1-Cour des Comptes-
Prise en charge location annuelle de la résidence de l'ambassadeur du gabon en chine.	168 543 088	1.101.A1.M5-Ambassade du Gabon en Chine-
Prise en charge refonte des textes issus du dialogue d'Agondjé.	350 000 000	21.738.A1.K1-Cour constitutionnelle
Transfert prise en charge des dépenses liées à la réunion des Ministres des Finances de zone franc.	18 686 500	14.542.A1.K1-Cabinet-

Objet	Montant	Programme destinataire
Transfert de crédits pour la prise en charge de l'organisation de la cérémonie de prestation de serment des comptables publics devant les Magistrats de la Cour des Comptes.	100 000 000	14.528.A3.K2-Administration générale-
Transfert prise en charge dotation additionnelle pour la coordination interministérielle.	1 000 000 000	8.346.A1.K3-Dotation de Souveraineté du Gouvernement
Prise en charge transport des diplomates mutés	200 000 000	14.521.A1.K1-Administration générale-
Transfert prise en charge des travaux sur la mise en œuvre des axes du plan de relance de l'économie.	100 000 000	14.542.A2.K1-Administration
Transfert prise en charge dotation additionnelle pour l'ANINF.	600 000 000	10.416.A2.K1-Opérateur-ANINF
Transfert prise en charge dotation additionnelle CNC.	100 000 000	5.227.A1.K1-Conseil national de la communication (CNC)
Transfert prise en charge rallonge IGPP.	1 000 000 000	21.717.A1.K3-Intendance du Palais -
Transfert prise en charge dotation additionnelle pour le fonctionnement du Cabinet du Président de la République.	500 000 000	21.717.A1.K1-Cabinet du Président de la République
Transfert prise en charge des frais de mission et de déplacement de l'ancien Premier Ministre Casimir OYE MBA.	17 600 000	8.360.A1.K2-0000-0000
Transfert prise en charge des dépenses liées à l'organisation de la cérémonie de prestations des serments des comptables publics.	50 000 000	21.241.A1.K1-Cour des Comptes-
Transfert prise en charge semaine mondiale de l'entrepreneuriat.	50 000 000	13.514.A2.K1-Administration
Transfert prise en charge mission collaborateurs du Ministre de l'agriculture.	15 938 636	3.164.A1.K1-Production et protection des végétaux-
Transfert prise en charge du solde de l'enveloppe exceptionnelle accordée CNLCEI	200 000 000	31.262.A1.K1-Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)-
Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses de transports centralisés.	500 000 000	14.521.A1.K1-Administration générale
Transfert couverture des dépenses liées à l'examen de la loi de finances rectificative 2017	250 000 000	5.213.A1.K1-Conseil économique et social (CES)-

Objet	Montant	Programme destinataire
Transfert prise en charge dépenses DGBFiP	500 000 000	14.521.A1.K1-Administration générale
Transfert prise en charge dotation additionnelle mission permanente de la République du Gabon près le système des nations unies à Genève en Suisse.	225 000 000	1.101.A1.O1-Mission Permanente0000
Transfert prise en charge examen projet de loi de règlement 2016 et loi de finances 2018 et dépenses des administrations.	1 500 000 000	30.990.A1.K1-Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques-
Transfert prise en charge des dépenses liées aux activités de formation et de sensibilisation sur les OGR.	218 116 429	27.885.A1.K1-Cabinet
Transfert prise en charge examen projet de loi de règlement 2016 et loi de finances 2018 et dépenses des administrations.	1 000 000 000	14.528.A3.K2-Administration générale-
Transfert prise en charge examen projet de loi de règlement 2016 et loi de finances 2018 et dépenses des administrations.	1 981 000 000	30.990.A1.K1-Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques-
Transfert de crédits pour la prise en charge de la première tranche des frais de scolarités des enfants de diplomates 2017-2018.	1 069 100 269	Coordination diplomatique
Transfert de crédits pour la prise en charge des arriérés de loyers des diplomates gabonais à Genève Menacé d'expulsion.	228 795 773	1.101.A1.O1-Mission permanente aux Nations Unies
Transfert de crédits pour la prise en charge de la rallonge exceptionnelle accordée à l'ANINF	500 000 000	10.416.A2.K1-Opérateur-ANINF
Transfert de crédits dotation additionnelle CENAP.	300 000 000	31.255.A1.K1-Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente
Prise en charge carburant Force de Police d'Investigation Judiciaire.	30 000 000	26.864.A1.K3-POLICE JUDICIAIRE
Transferts prise en charge des dépenses de personnels des paeries du Gabon à l'étranger.	424 265 814	14.521.A4.K1-Opérateur-Caisse des Pensions et des Prestations Familiales-
Transfert prise en charge dotation additionnelle au profit de la Garde Républicaine.	300 000 000	7.325.A1.K3-Vie du soldat et soutien à la Garde Républicaine
Transfert de crédit pour la prise en charge des dépenses des membres du gouvernement.	500 000 000	.346.A1.K3-Dotation de Souveraineté du Gouvernement

Objet	Montant	Programme destinataire
Sous total titre 3	15 538 300 691	

Titre 4

Objet	Montant du transfert	Programme destinataire
Transfert prise en charge frais de transport du Dr Ashraf MOSTAFA HASSAN.	725 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge des dépouilles.	10 000 000	Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge frais d'astreinte dans le cadre des travaux préparatoires du séminaire gouvernemental.	20 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge dépenses liées à la mise en œuvre des réformes en cours.	20 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert de régulation pour la prise en charge des dépenses liées aux communiqués et autres parutions	50 000 000	14.570 Gestion de la commande publique - Contrôle des procédures de passation des marchés
Transfert prise en charge de la dotation budgétaire au profit des accidentés de kango.	42 500 000	30.941 Dotation pour dépenses à cara - Dotation pour dépenses à caractère politique
Transfert prise en charge de la dotation exceptionnelle accordée au cabinet du Président de la République.	200 000 000	21.717 Présidence de la République - Présidence de la République
Transfert prise en charge dépenses résolution de la crise sociale des régions financières.	29 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
Transfert prise en charge rallonge budgétaire de la Croix Rouge Gabonaise.	100 000 000	22.759.A3.K1-Personnes vivant en situation de vulnérabilité

Objet	Montant	Programme destinataire
Transfert prise en charge police multirisque aviation de la Présidence de la République et de l'Etat Gabonais.	636 416 663	30.941.A1.K1-Dotation pour dépenses à caractère politique-
Transfert prise en charge complément des dépenses payées par le trésor au titre de la contribution du Gabon à l'Union Africaine.	28 498 259	1.101.A1.K1-Coordination diplomatique
Transferts prise en charge dotation additionnelle cabinet du Ministre.	500 000 000	14.542.A1.K1-Cabinet-
Transfert prise en charge SOGATRA.	2 000 000 000	17.626.A4.K1-Opérateur-SOGATRA
Transfert prise en charge subvention additionnelle ANPI.	300 000 000	13.514.A3.K1-Opérateur-Agence Nationale de la Promotion des investissements
Transfert prise en charge de la contribution du Gabon pour les travaux de construction de Cuba	55 954 700	30.941.A1.K1-Dotation pour dépenses à caractère politique-
Transferts prise en charge des avances sur l'organisation des élections législatives	5 000 000 000	21.738.A1.K1-Cour constitutionnelle
Transferts prise en charge des avances sur l'organisation des élections législatives	3 000 000 000	2.136.A2.K1-Opérations électorales
Transfert prise en charge dépenses DGBFIP	500 000 000	14.521.A1.K1-Administration générale-
Transfert de crédits pour la prise en charge de l'opération conjointe des forces de défense et de sécurité.	102 427 600	7.339.A1.K1-Cabinet militaire-
Transfert de crédits pour la prise en charge de l'opération conjointe des forces de défense et de sécurité.	81 998 000	26.864.A2.K3-Moyens-
Transfert de crédit pour la prise des bourses de l'ENS.	657 097 340	12.472.A6.K1-Opérateur-ENS
Sous total titre 4	13 334 617 562	

Titre 5

Transfert prise en charge des dépenses liées à l'organisation du séminaire gouvernemental.	100 000 000	8.346 Coordination du travail gouver - Animation et suivi du travail gouvernemental -
Transfert de crédit pour la prise en charge des dépenses d'équipements du Conseil Economique et Social.	174 500 000.	5.213.A1.K1-Conseil économique et social

Objet	Montant	Programme destinataire
MARCHE /DGCISM/2017	749 999 306	7.325.A1.K2-Conseil économique et social
Transfert prise en charge acquisition des onduleurs pour la salle de reprographie.	5 742 714	30.997.A1.K1-Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration
Modification budgétaire prise en compte production passeports diplomatiques et de service	274 500 000	1.122.A2.K1-Administration générale-
Transfert pour la prise en charge d'un acompte de 50% pour la construction des logements d'astreinte et les travaux de réhabilitation de la chambre provinciale de ntoum.	967 738 274	30.948.A1.K1-Dotation pour frais d'hébergement et de locations-
Transfert prise en charge des factures involys.	201 805 171	30.948.A1.K1-Dotation pour frais d'hébergement et de locations-
Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses d'équipements de l'administration.	3 000 000 000	30.948.A1.K1-Dotation pour frais d'hébergement et de locations-
Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses d'équipements de l'administration.	334 000 000	30.997.A1.K1-Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration
Transfert prise en charge du solde de la convention de reconstruction du marché de Franceville	1 336 822 807	2.143.A2.K1-Assistance aux collectivités locales-
Transfert prise en charge lampadaires solaires.	787 148 400	24.787.A1.K1-Electricité-0000
Transfert de crédits pour la prise en charge des travaux d'étanchéité du Dôme de l'hémicycle provisoire et des travaux d'aménagements intérieurs.	237 016 116	21.724.A1.K1-Assemblée Nationale-
Sous total titre 5	7 994 772 788	

Total général	37 140 708 986
----------------------	-----------------------

Source : DGBFiP

Virements

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
TITRE 2					
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	4 201 000	51-14.528.1-2	Encaissement des recettes publiques
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	187 500	51-14.528.1-2	Agence comptable CES
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	157 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L4:Agence comptable ANFPP
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	355 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.M5:Agence comptable ONADER
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	335 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.N4:Agence comptable ONE
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	512 500	51-14.528.1-2	14.528.A6.K7:Perception tris et colis postaux
22-19.682.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	502 500	22-19.668.5-2	19.668.A1.K1:Administration Générale
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	31 992 500	51-14.528.1-2	14.528.A3.K1:Contrôle des postes comptables

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
31-7.339.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	366 000	31-26.857.4-2	26.857.A2.K1:Rensei gnements Généraux
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K8:Agenc e comptable Grandes Ecoles
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017.	704 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K3:Recett e Perception Contentieux de l'Etat
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K6:Agenc e comptable Hôpitaux de Libreville
43-10.437.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	2 720 000	43-10.416.3-2	10.416.A1.K2:Dével oppement des réseaux numériques
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	700 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K1:Agenc e comptable du Sénat
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	167 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L3:Agenc e comptable ENEF
83-18.661.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017.	1 320 000	83-18.647.2-2	18.647.A3.K1:Sports et loisirs Estuaire
84-12.493.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	980 000	84-12.479.7-2	12.479.A1.K2:Action s pédagogiques
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K3:Agenc e comptable UOB et USS

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	167 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L5:Agence comptable Cour des Comptes
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	502 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.M3:Agence comptable Hôpitaux militaires
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	167 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.K9:Agence comptable CNC
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.M7:Agence comptable CENAREST
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L1:Agence comptable IGIS
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	532 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.N3:Agence comptable IST
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	325 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.N5:Agence comptable ANGTI
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	650 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L7:TS PR et des armées
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	157 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L6:Agence comptable ANPAC
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	325 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K5:Agence comptable Cour Constitutionnelle

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	482 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.N1:Agence comptable Caistab
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	670 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L2:Agence comptable Fonds d'eau et de l'électricité
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	187 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.M8:Agence comptable CNOU
22-19.682.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	315 000	22-19.668.5-2	19.668.A2.K1:Tribunal de première instance Libreville
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 193 500	51-14.528.1-2	14.528.A6.K6:Perception aéroport
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 120 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K2:Recette Perception Owendo
93-22.759.1-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	11 577 564	93-22.752.1-2	22.752.A4.K6:Crèches Libreville
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 242 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L9:Agence comptable OPN
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	842 500	51-14.528.1-2	14.528.A6.K1:Trésorerie Provinciale Estuaire
91-25.850.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017.	1 017 500	91-25.829.5-2	25.829.A2.K5:Protection maternelle et infantile

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
41-28.906.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	122 500	41-28.892.2-2	28.892.A2.K1:Fonction Publique Estuaire
51-14.542.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	670 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.N2:Agence comptable Parcs nationaux
71-17.640.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 542 500	71-17.626.1-2	17.626.A3.K1:Services Estuaire - Libreville
61-3.192.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017.	4 415 000	61-3.185.2-2	3.185.A3.K1:Opérateur-ADAG
71-17.640.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017P	563 500	71-17.626.1-2	17.626.A1.K2:Signalisation et sécurité routière
93-22.759.1-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	92 125	93-22.752.1-2	22.752.A2.K1:Assistance veuve et orphelin
15-8.360.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 845 000	15-8.346.1-2	8.346.A1.K2:Suivi activité gouvernementale
93-22.759.1-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	497 500	93-22.766.1-2	22.766.A1.K1:Sécurité sociale
91-25.850.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 247 500	91-25.843.2-2	25.843.A2.K1:Opérateur-CTA Libreville
61-3.192.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 882 500	61-3.164.2-2	3.164.A2.K1:Services agricoles de l'Estuaire

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
93-22.752.1-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 299 663	93-22.759.2-2	22.759.A3.K2:Personnes handicapées
21-8.367.1-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 230 013	21-8.374.2-2	8.374.A2.K1:Administration générale
31-7.339.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	3 162 500	31-7.311.2-2	7.311.A4.K1:Etat Major Armée de terre
15-8.360.2-2	Administration	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	1 227 500	15-8.353.1-2	8.353.A1.K1:Diagnostic urbain
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	3 370 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K1:Trésorerie Provinciale Estuaire
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	4 480 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K2:Recette Perception Owendo
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	4 774 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K6:Perception aéroport
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 050 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K7:Perception tris et colis postaux
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	128 000	51-14.570.1-2	14.570.A1.K1:Commande publique
65-15.595.2-2	Administration	Régularisation MONP	95 000	65-15.584.2-2	15.584.A6.K1:Opérateur-ENCSG
64-15.598.2-2	Administration	Régularisation MONP	49 545 724	64-15.591.3-2	15.591.A2.K4:Entretien des infrastructures
64-15.598.2-2	Administration	Régularisation MONP	40 998 002	64-15.591.3-2	15.591.A3.K1:Travaux publics Estuaire
71-17.640.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 254 000	71-17.626.1-2	17.626.A1.K2:Signalisation et sécurité routière
71-17.640.2-2	Administration	Régularisation MONP	6 170 000	71-17.626.1-2	17.626.A3.K1:Services Estuaire - Libreville
83-18.661.2-2	Administration	Régularisation MONP	5 280 000	83-18.647.2-2	18.647.A3.K1:Sports et loisirs Estuaire

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
22-19.682.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 010 000	22-19.668.5-2	19.668.A1.K1:Admin istration Générale
22-19.682.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 260 000	22-19.668.5-2	19.668.A2.K1:Tribun al de première instance Libreville
42-2.157.2-2	Administration	Régularisation MONP	729 000	42-2.143.2-2	2.143.A2.K1:Assista nce aux collectivités locales
93-22.752.1-2	Administration	Régularisation MONP	31 440 000	93-22.759.2-2	22.759.A3.K2:Perso nnes handicapées
93-22.759.1-2	Administration	Régularisation MONP	53 666 000	93-22.752.1-2	22.752.A4.K6:Crèch es Libreville
93-22.759.1-2	Administration	Régularisation MONP	2 030 000	93-22.766.1-2	22.766.A1.K1:Securi té sociale
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	4 067 622	91-25.829.2-2	25.829.A2.K2:Hygiè ne sanitaire
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	4 070 000	91-25.829.5-2	25.829.A2.K5:Protec tion maternelle et infantile
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	28 983 500	91-25.829.6-2	25.829.A2.K6:Préve ntion maladies
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	33 738 000	91-25.829.6-2	25.829.A3.K1:Santé publique (DRS)
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	933 500	91-25.836.1-2	25.836.A4.K6:Centr e de santé de Nzeng Ayong
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	399 970	91-25.836.1-2	25.836.B7.K1:Opéra teur-CHU Owendo
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	167 152	91-25.836.3-2	25.836.C1.K1:Opéra teur-OPN administration générale OPN
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 020 000	91-25.843.1-2	25.843.A1.K1:Admin istration générale
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 803 000	91-25.843.1-2	25.843.A1.K3:Mobili sation et prévention
53-27.885.2-2	Administration	Régularisation MONP	26 332 000	53-14.563.4-2	14.563.A1.K1:Admin istration générale
53-27.885.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 535 000	53-27.871.3-2	27.871.A2.K1:Comp tes nationaux
53-27.885.2-2	Administration	Régularisation MONP	477 824	53-27.871.1-2	27.871.A5.K1:Opéra teur-Comité de privatisation
41-28.906.2-2	Administration	Régularisation MONP	10 104 538	41-28.892.1-2	28.892.A1.K1:Coordi nation de la politique de GRH

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
92-29.927.2-2	Administration	Régularisation MONP	20 000	92-29.920.1-2	29.920.A1.K1:Services centraux Insertion et réinsertion sociale
61-3.192.2-2	Administration	Régularisation MONP	7 530 000	61-3.164.2-2	3.164.A2.K1:Services agricoles de l'Estuaire
61-3.192.2-2	Administration	Régularisation MONP	65 000	61-3.164.2-2	3.164.B4.K1:ORIAM Ntoun
61-3.192.2-2	Administration	Régularisation MONP	993 780	61-3.185.1-2	3.185.A1.K1:Encadrement du monde rural
61-3.192.2-2	Administration	Régularisation MONP	17 660 000	61-3.185.2-2	3.185.A3.K1:Opérateur-ADAG
31-7.339.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 464 000	31-26.857.4-2	26.857.A2.K1:Renseignements Généraux
31-7.339.2-2	Administration	Régularisation MONP	35 000	31-7.311.5-2	7.311.A1.K3:Renseignement militaire
31-7.339.2-2	Administration	Régularisation MONP	12 650 000	31-7.311.2-2	7.311.A4.K1:Etat Major Armée de terre
15-8.360.2-2	Administration	Régularisation MONP	7 380 000	15-8.346.1-2	8.346.A1.K2:Suivi activité gouvernementale
15-8.360.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 327 000	15-8.346.2-2	8.346.A2.K1:Publications officielles
15-8.360.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 456 000	15-8.346.3-2	8.346.A3.K1:Lutte contre la corruption
15-8.360.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 434 000	15-8.346.4-2	8.346.A4.K1:Refondation de l'Etat
15-8.360.2-2	Administration	Régularisation MONP	4 910 000	15-8.353.1-2	8.353.A1.K1:Diagnostic urbain
21-8.367.1-2	Administration	Régularisation MONP	15 488 000	21-8.374.2-2	8.374.A2.K1:Administration générale
62-9.409.2-2	Administration	Régularisation MONP	12 122 000	62-3.178.2-2	3.178.A1.K2:Pêches artisanales
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K6:Agence comptable Hôpitaux de Libreville
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 816 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K3:Recette Perception Contentieux de l'Etat
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 600 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L7:TS PR et des armées
42-2.157.2-2	Administration	Régularisation MONP	769 000	42-2.150.2-2	2.150.A1.K2:Gestion des catastrophes

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	127 970 000	51-14.528.1-2	14.528.A3.K1:Contrôle des postes comptables
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 930 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.N1:Agence comptable Caistab
68-24.822.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 100 829	68-24.815.2-2	24.815.A1.K2:Exploration
84-12.493.2-2	Administration	Régularisation MONP	3 920 000	84-12.479.7-2	12.479.A1.K2:Actions pédagogiques
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 420 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.M5:Agence comptable ONADER
22-19.682.2-2	Administration	Régularisation MONP	509 000	22-19.689.1-2	19.689.A1.K1:Protection et promotion des droits de l'homme
41-28.906.2-2	Administration	Régularisation MONP	770 000	41-28.892.2-2	28.892.A2.K1:Fonction Publique Estuaire
93-22.759.1-2	Administration	Régularisation MONP	8 400 000	93-22.752.1-2	22.752.A2.K1:Assistance veuve et orphelin
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	19 000	91-25.836.4-2	25.836.A2.K1:Urgences et transferts
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	4 990 000	91-25.843.2-2	25.843.A2.K1:Opérateur-CTA Libreville
43-10.437.2-2	Administration	Régularisation MONP	10 880 000	43-10.416.3-2	10.416.A1.K2:Développement des réseaux numériques
81-11.465.2-2	Administration	Régularisation MONP	23 000	81-11.444.1-2	11.444.A2.K3:Administration des écoles publiques Libreville Centre
81-11.465.2-2	Administration	Régularisation MONP	115 000	81-11.444.1-2	11.444.A2.K5:Administration des écoles publiques Libreville Sud
81-11.465.2-2	Administration	Régularisation MONP	52 000	81-11.451.1-2	11.451.A2.K6:Lycée Mohamed ARISSANI
84-12.493.2-2	Administration	Régularisation MONP	38 690 283	84-12.486.2-2	12.486.A2.K2:Opérateur-CNOU-COU-UOB
84-12.493.2-2	Administration	Régularisation MONP	28 650 380	84-12.486.2-2	12.486.A2.K4:Opérateur-CNOU-COU-USS
84-12.493.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 043 291	84-12.486.2-2	12.486.A3.K1:Opérateur-ANBG
55-13.514.2-2	Administration	Régularisation MONP	619 073	55-16.612.1-2	16.612.A4.K1:Opérateur OGAPI

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	169 465 999	51-14.521.1-2	14.521.A1.K3:Exécution budgétaire
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	9 190 000	51-14.521.3-2	14.521.A3.L2:UC HIAOBO - EASSM - Hôpital de Melen
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	16 804 000	51-14.528.1-2	14.528.A1.K1:Encaissement des recettes publiques
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 800 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K1:Agence comptable du Sénat
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K3:Agence comptable UOB et USS
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 300 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K5:Agence comptable Cour Constitutionnelle
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	750 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K7:Agence comptable CES
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K8:Agence comptable Grandes Ecoles
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	670 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K9:Agence comptable CNC
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	Agence comptable IGIS
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 680 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L2:Agence comptable Fonds d'eau et de l'électricité
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	670 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ENEF
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	630 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ANFPP
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	670 000	51-14.528.1-2	Agence comptable Cour des Comptes
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	630 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ANPAC
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	4 970 000	51-14.528.1-2	Agence comptable OPN
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 010 000	51-14.528.1-2	Agence comptable Hôpitaux militaires
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	Agence comptable CENAREST
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	750 000	51-14.528.1-2	Agence comptable CNOU
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 680 000	51-14.528.1-2	Agence comptable Parcs nationaux
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	2 130 000	51-14.528.1-2	Agence comptable

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
					IST
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 340 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ONE
51-14.542.2-2	Administration	Régularisation MONP	1 300 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ANGTI
51-14.535.2-2	Administration	Régularisation MONP	20 978 178	51-14.521.1-2	Exécution budgétaire
91-25.850.2-2	Administration	Régularisation MONP	23 253 823	91-25.836.1-2	25.836.D2.K1:Opéra teur-Hôpital Sino- Gabonais Libreville
22-19.682.2-2	Administration	Régularisation MONP	3 492 234	22-19.668.4-2	Cour d'Appel administrative de Libreville
31-7.339.2-2	Administration générale-	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	6 121 358	31-7.311.4-2	Armée de l'air base 01
22-19.682.2-2	Administration	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	763 742	22-19.668.4-2	Tribunal administratif Libreville-
61-3.192.2-2	Administration	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	3 156 186	61-3.192.1-2	Cabinet
31-7.339.2-2	Administration	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	11 204 456	31-7.332.2-2	Hôpital d'Instruction des armées Omar Bongo Ondimba- 0000
91-25.850.2-2	Administration	Modifications budgétaires MONP	11 681 807	91-25.836.1-2	Centre de malades mentaux et gériatrie de Melen-
22-19.682.2-2	Administration	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	801 106	22-19.668.4-2	Opérateur-ENM
53-27.885.2-2	Administration	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	2 033 783	53-27.878.1-2	Administration Générale-
92-29.927.2-2	Administration	Modifications budgétaires MONP	289 035	92-29.913.2-2	Inspections du travail
83-18.661.2-2	Administration	Modifications budgétaires MONP	3 027 295	83-18.654.1-2	Jeunesse-
91-25.850.2-2	Administration	Modifications budgétaires MONP	14 244 170	91-25.829.6-2	-Santé publique (DRS

IMPUTATION BUDGETAIRE SOURCE	LIBELLE	OBJET DU VIREMENT	MONTANT	IMPUTATION BUDGETAIRE DESTINATRICE	LIBELLE
31-7.339.2-2	Administration générale-	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	35 000	31-7.311.1-2	Renseignement militaire
55-13.514.2-2	Administration	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	582 274	55-16.612.1-2	Promotion industrielle
67-24.787.2-2	Electricité-	Transfert MONP pour les mois de octobre, novembre et décembre 2017.	12 066 562	67-24.808.2-2	Administration
66-16.619.2-2	Administration	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	4 513 372	66-16.605.1-2	Production et exploitation minières-
15-8.346.1-2	Coordination	Transferts traitement MONP 000121/MBCP/SG/DGBFIP/D S/SMONP DU 24 octobre 2017.	11 149 544	15-8.360.1-2	Cabinet-
SOUS TOTAL TITRE 2			1 093 667 257		

TITRE 3

22-19.668.5-3	Cour d'Appel d'Oyem	Prise en charge mission Ministre de la Justice garde des sceaux.	1 753 060	22-19.682.1-3	Cabinet-
25-1.122.2-3	Administration	Virement pour la prise en charge des dépenses session CEEAC.	43 200 728	25-1.108.1-3	-Intégration régionale
SOUS TOTAL TITRE 3			44 953 788		

TITRE 4

51-30.999.1-4	Dotation pour dépenses de pensions	Prise en charge des pensions.	27 000 000 000	51-20.703.1-4	Régime général des retraites
SOUS TOTAL TITRE 4			27 000 000 000		

TITRE 5

31-7.318.1-5	Equipements militaires	Virement des crédits pour la prise en charge des dépenses d'investissement du Prytanée militaire.	200 000 000	31-7.339.2-5	Prytanée militaire
SOUS TOTAL TITRE 5			200 000 000		

TOTAL GENERAL			28 338 621 045		
----------------------	--	--	-----------------------	--	--

Titre 2

Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	327 500	7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	327 500	16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	Répartition des dépenses de personnel	7 788 000	9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts
22.752:Protection et promotion de la famille	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017.	2 044 000	22.752:Protection et promotion de la famille
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	2 248 500	18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs
22.752:Protection et promotion de la famille	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	2 719 500	22.752:Protection et promotion de la famille
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	OBJET : Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	840 000	19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	OBJET : Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier semestre de l'année 2017	840 000	28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat

Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	Répartition des dépenses de personnel	7 572 000	9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	1 162 834 663	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	régularisation MONP	612 500	14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	31 152 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières	régularisation MONP	1 310 000	16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	régularisation MONP	8 994 000	18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	359 970 090	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	régularisation MONP	3 360 000	19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains
2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	régularisation MONP	3 227 500	2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité
22.752:Protection et promotion de la famille	régularisation MONP	8 560 000	22.752:Protection et promotion de la famille
22.752:Protection et promotion de la famille	régularisation MONP	12 580 000	22.752:Protection et promotion de la famille
22.759:Solidarité sociale	régularisation MONP	1 316 654	22.759:Solidarité sociale
22.759:Solidarité sociale	régularisation MONP	9 000	22.759:Solidarité sociale

Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	11 052 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
22.759:Solidarité sociale	régularisation MONP	21 000	22.759:Solidarité sociale
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	Répartition des dépenses de personnel	3 792 000	15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie
29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi	régularisation MONP	2 264 000	29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	1 143 584 258	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
6.290:Culture	régularisation MONP	19 000	6.290:Culture
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	régularisation MONP	1 310 000	7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	régularisation MONP	70 000	7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	14 772 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
9.409:Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	régularisation MONP	2 370 500	9.409:Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière
22.752:Protection et promotion de la famille	régularisation MONP	14 610 000	22.752:Protection et promotion de la famille
1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	régularisation MONP	6 503 000	1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	Répartition des dépenses de personnel	65 250 000	15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	régularisation MONP	3 360 000	28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	régularisation MONP	2 778 000	18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	698 434 872	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat

Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	régularisation MONP	133 391	10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	régularisation MONP	16 452 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	régularisation MONP	548 000	13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale
13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	régularisation MONP	629 000	13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale
13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	régularisation MONP	6 060 000	13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	Répartition des dépenses de personnel	31 788 000	15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	Répartition des dépenses de personnel	9 372 000	9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	18 468 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	7 416 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	Répartition des dépenses de personnel	4 032 000	9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	7 512 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	9 216 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Régularisation MONP PP	28 864 062	14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Régularisation MONP PP	3 227 159	14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
Sous total titre 2		3 797 114 984	

Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
TITRE 3			
26.864:Police Nationale	Transfert prise en charge dépenses des force de police national.	50 000 000	26.864:Police Nationale
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	Fongibilité pour la prise en charge des dépenses relatives à la prise en charge de la sécurisation de la ville de Libreville.	178 000 000	30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique
14.549:Gestion fiscale	Fongibilité de crédits pour la prise en charge de la rallonge budgétaire accordée au Bureau Extérieur des Douanes de Paris.	50 000 000	14.549:Gestion fiscale
30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	Fongibilité des crédits pour la prise en charge des arriérées de maisons mortuaires et frais d'hospitalisation.	551 000 000	30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation
25.836:Offre et accès aux soins	Fongibilité de crédits pour la prise en charge de l'appui budgétaire accordé au CHR d'Oyem.	80 800 000	25.836:Offre et accès aux soins
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	Transfert prise en charge élection sénatoriale partielle à Oyem.	55 000 000	30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique
28.899:Modernisation de l'Etat	Modifications budgétaires pour la prise en charge de l'audit sur les entités administratives relevant des affaires foncières.	53 219 090	28.899:Modernisation de l'Etat
8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	Transfert prise en charge mission de l'ancien premier ministre Paulin Obame Nguéma.	38 732 100	8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
25.836.D4.K1-Opérateur-INFASS Libreville-	Prise en charge vacation des enseignants de l'infass.	9 502 500	25.836.D4.K1-Opérateur-INFASS Libreville-
22.752.A2.K1-Assistance veuve et	Reliquat pour la prise en charge de mission	60 000 000	22.752.A2.K1-Assistance veuve et orphelin
11.458.A2.K2-Lycée Technique National Omar Bongo-	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'écologie.	20 000 000	11.458.A1.K1-Services centraux Enseignement technique et professionnel
11.451.A8.K1-Administration secondaire déconcentré Ogooué Lolo	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'écologie.	14 000 000	11.451.A1.K2-Examens et concours-

Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
11.451.B1.K1-Administration secondaire déconcentré Woleu-Ntem	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'écolage.	15 000 000	11.451.A1.K2-Examens et concours-
11.451.A9.K1-Administration secondaire déconcentré Ogooué Maritime-	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'écolage.	15 000 000	11.451.A1.K2-Examens et concours-
11.451.A2.K2-Lycée National Léon MBA-	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'écolage.	25 000 000	11.451.A1.K2-Examens et concours-
13.500.A3.K2-Lutte contre la pauvreté-	Fongibilité de crédits pour la prise en charge d'une régie d'avance dans le cadre de la convention PME-EPCA	3 465 215	13.500.A2.K1-Artisanat-
11.451.A4.K1-Administration secondaire Moyen Ogooué	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'écolage.	13 000 000	11.451.A1.K2-Examens et concours-
11.451.A5.K1-Administration secondaire déconcentré Ngounié	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'écolage.	15 000 000	11.451.A1.K2-Examens et concours-
11.451.A3.K1-Administration secondaire déconcentré Haut Ogooué	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'écolage.	15 000 000	11.451.A1.K2-Examens et concours-
Sous total titre 3		1 261 718 905	

Titre 4

Programme source	Objet	Montant	Programme bénéficiaire
8.353:Coordination des politiques urbaines	Fongibilité pour la prise en charge du reliquat de mission	3 000 000	8.353:Coordination des politiques urbaines
22.759:Solidarité sociale	Fongibilité pour la prise en charge des activités de la Direction Générale du Bien être.	20 145 000	22.759:Solidarité sociale
Sous total titre 4		23 145 000	

Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
Titre 5			
3.164:Agriculture	Transfert de crédit erreur de mise en place.	125 000 000	3.164:Agriculture
7.318:Equipement des forces	Changement de poste comptable pour les travaux en régie du Prytanée Militaire.	200 000 000	7.318:Equipement des forces
15.591:Equipement et infrastructures	Transfert pour la prise en charge de l'entretien routier.	6 925 950 000	15.591:Equipement et infrastructures
Sous total titre 5		7 250 950 000	
Total Général			12 332 928 889

Annexe 6 : Présentation détaillée des dépenses par missions/programmes (en F.CFA)

Missions/Titres	LFR 2017	DEPENSES	TAUX
1:Action extérieure du Gabon	21 043 865 011	17 624 938 593	84%
2:2:dépenses de personnel	9 157 754 631	3 212 101 234	35%
3:3:dépenses de biens et services	10 289 819 355	11 785 214 920	115%
4:4:dépenses de transfert	1 596 291 026	2 353 122 439	147%
5:5:dépenses d'investissement	-	274 500 000	
10:Communication	33 227 556 241	12 997 915 487	39%
2:2:dépenses de personnel	13 259 630 631	525 197 264	4%
3:3:dépenses de biens et services	2 526 362 000	3 429 957 155	136%
4:4:dépenses de transfert	2 346 402 910	1 077 001 778	46%
5:5:dépenses d'investissement	15 095 160 700	7 965 759 290	53%
11:Education nationale	200 148 521 275	15 845 909 259	8%
2:2:dépenses de personnel	157 170 003 775	8 421 706 927	5%
3:3:dépenses de biens et services	10 250 000 000	6 911 469 882	67%
4:4:dépenses de transfert	539 480 500	484 732 450	90%
5:5:dépenses d'investissement	32 189 037 000	28 000 000	0%
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	98 646 109 517	70 460 481 966	71%
2:2:dépenses de personnel	25 791 920 520	6 640 080 016	26%
3:3:dépenses de biens et services	7 430 068 000	7 114 245 715	96%
4:4:dépenses de transfert	62 624 120 997	56 706 156 235	91%
5:5:dépenses d'investissement	2 800 000 000		0%
13:Entreprenariat et commerce	10 668 152 979	1 538 164 378	14%
2:2:dépenses de personnel	7 292 140 851	339 920 160	5%
3:3:dépenses de biens et services	545 113 000	303 814 640	56%
4:4:dépenses de transfert	926 000 000	894 429 578	97%
5:5:dépenses d'investissement	1 904 899 128		0%
14:Gestion des finances publiques	373 728 375 580	895 894 920 221	240%
1:1:charges financières de la dette	249 047 660 869	233 921 992 788	94%
2:2:dépenses de personnel	27 146 913 326	641 010 774 217	2361%
3:3:dépenses de biens et services	79 291 801 385	15 701 850 726	20%
4:4:dépenses de transfert	102 000 000	1 657 262 509	1625%
5:5:dépenses d'investissement	3 140 000 000	1 030 803 152	33%
6:6:autres dépenses	15 000 000 000	2 572 236 829	17%
15:Constructions, logements et équipements collectifs	252 041 776 164	67 901 394 355	27%
2:2:dépenses de personnel	12 232 005 957	4 886 248 017	40%
3:3:dépenses de biens et services	770 000 000	293 421 076	38%
4:4:dépenses de transfert	4 232 645 000	2 158 364 193	51%
5:5:dépenses d'investissement	234 807 125 207	60 563 361 069	26%
16:Industrie et mines	6 372 433 980	546 227 327	9%
2:2:dépenses de personnel	5 452 324 980	186 786 388	3%
3:3:dépenses de biens et services	403 241 000	186 193 831	46%

Missions/Titres	LFR 2017	DEPENSES	TAUX
4:4:dépenses de transfert	516 868 000	173 247 108	34%
17:Transports	20 941 274 600	8 807 605 114	42%
2:2:dépenses de personnel	6 272 058 600	426 066 410	7%
3:3:dépenses de biens et services	805 000 000	167 849 177	21%
4:4:dépenses de transfert	5 336 775 000	6 459 967 208	121%
5:5:dépenses d'investissement	8 527 441 000	1 753 722 319	21%
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	17 165 693 531	26 693 805 267	156%
2:2:dépenses de personnel	2 796 075 531	311 197 895	11%
3:3:dépenses de biens et services	810 000 000	223 046 302	28%
4:4:dépenses de transfert	5 059 618 000	5 330 689 060	105%
5:5:dépenses d'investissement	8 500 000 000	20 828 872 010	245%
19:Justice	24 285 665 393	3 102 973 163	13%
2:2:dépenses de personnel	21 564 231 393	342 633 949	2%
3:3:dépenses de biens et services	1 725 000 000	2 037 672 714	118%
4:4:dépenses de transfert	996 434 000	329 664 000	33%
5:5:dépenses d'investissement	-	393 002 500	
2:Administration du territoire	26 720 023 810	16 861 583 556	63%
2:2:dépenses de personnel	5 199 586 475	1 293 344 857	25%
3:3:dépenses de biens et services	2 843 705 335	1 661 714 451	58%
4:4:dépenses de transfert	18 676 732 000	13 906 524 248	74%
5:5:dépenses d'investissement	-		
21:Pouvoirs publics	70 688 026 620	50 725 872 535	72%
2:2:dépenses de personnel	36 994 151 892	6 849 680 291	19%
3:3:dépenses de biens et services	29 902 959 728	34 127 164 364	114%
4:4:dépenses de transfert	2 090 915 000	3 383 320 176	162%
5:5:dépenses d'investissement	1 700 000 000	5 130 707 704	302%
6:6:autres dépenses	-	1 235 000 000	
22:Prévoyance sociale	47 435 787 390	14 512 922 934	31%
2:2:dépenses de personnel	33 832 008 390	3 246 984 733	10%
3:3:dépenses de biens et services	530 000 000	518 582 091	98%
4:4:dépenses de transfert	13 073 779 000	10 747 356 110	82%
23:Provisions	14 454 972 951	-	0%
2:2:dépenses de personnel	2 727 063 418		0%
3:3:dépenses de biens et services	4 039 163 805		0%
4:4:dépenses de transfert	1 500 000 000		0%
5:5:dépenses d'investissement	6 188 745 728		0%
6:6:autres dépenses	-		
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	22 693 622 871	5 446 250 251	24%
2:2:dépenses de personnel	2 022 830 739	246 751 462	12%
3:3:dépenses de biens et services	582 625 000	88 360 884	15%
4:4:dépenses de transfert	1 172 165 000	639 763 450	55%
5:5:dépenses d'investissement	18 916 002 132	4 471 374 455	24%
25:Santé	104 330 705 751	31 132 395 737	30%
2:2:dépenses de personnel	69 236 433 791	6 699 437 668	10%
3:3:dépenses de biens et services	13 149 999 998	11 790 754 371	90%

Missions/Titres	LFR 2017	DEPENSES	TAUX
4:4:dépenses de transfert	7 373 909 762	7 166 559 509	97%
5:5:dépenses d'investissement	14 570 362 200	5 475 644 189	38%
26:Sécurité	46 137 016 075	2 480 486 771	5%
2:2:dépenses de personnel	40 947 016 075	245 632 847	1%
3:3:dépenses de biens et services	2 300 000 000	2 234 853 924	97%
5:5:dépenses d'investissement	2 890 000 000		0%
27:Stratégie économique	52 458 436 925	49 015 430 881	93%
2:2:dépenses de personnel	10 429 756 232	542 317 484	5%
3:3:dépenses de biens et services	1 970 000 000	1 013 529 862	51%
4:4:dépenses de transfert	22 063 233 713	35 963 080 531	163%
5:5:dépenses d'investissement	2 995 446 980	7 774 008 551	260%
6:6:autres dépenses	15 000 000 000	3 722 494 453	25%
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	9 586 375 426	1 970 259 244	21%
2:2:dépenses de personnel	7 140 454 426	289 383 432	4%
3:3:dépenses de biens et services	1 996 725 000	1 367 156 812	68%
4:4:dépenses de transfert	449 196 000	313 719 000	70%
29:Travail et emploi	44 825 876 020	13 239 425 220	30%
2:2:dépenses de personnel	6 790 085 620	2 714 526 544	40%
3:3:dépenses de biens et services	965 000 000	1 175 531 945	122%
4:4:dépenses de transfert	799 330 000	517 299 090	65%
5:5:dépenses d'investissement	36 271 460 400	8 832 067 641	24%
3:Agriculture, élevage et pêche	10 195 145 099	4 342 261 200	43%
2:2:dépenses de personnel	6 211 267 074	1 563 186 195	25%
3:3:dépenses de biens et services	749 867 000	870 982 916	116%
4:4:dépenses de transfert	658 911 000	375 365 520	57%
5:5:dépenses d'investissement	2 575 100 025	1 532 726 569	60%
30:Dépenses Transversales	125 370 980 205	43 669 631 553	35%
3:3:dépenses de biens et services	62 925 980 205	31 094 514 316	49%
4:4:dépenses de transfert	35 000 000 000	7 865 608 292	22%
5:5:dépenses d'investissement	27 445 000 000	4 709 508 945	17%
31:Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	3 954 449 333	2 360 941 358	60%
2:2:dépenses de personnel	1 665 749 333	355 529 038	21%
3:3:dépenses de biens et services	1 340 000 000	1 677 730 000	125%
4:4:dépenses de transfert	948 700 000	327 682 320	35%
4:Aménagement du territoire et tourisme	1 997 516 759	407 289 445	20%
2:2:dépenses de personnel	1 688 334 759	301 765 237	18%
3:3:dépenses de biens et services	240 945 000	105 524 208	44%
4:4:dépenses de transfert	68 237 000		0%
5:Conseil et Contrôle	4 924 473 045	3 084 238 001	63%
2:2:dépenses de personnel	3 365 473 045	625 788 001	19%
3:3:dépenses de biens et services	1 510 000 000	2 239 850 000	148%
4:4:dépenses de transfert	49 000 000	44 100 000	90%
5:5:dépenses d'investissement	-	174 500 000	
6:Culture et Education Populaire	3 337 068 292	803 005 570	24%

Missions/Titres	LFR 2017	DEPENSES	TAUX
2:2:dépenses de personnel	2 353 746 292	197 356 559	8%
3:3:dépenses de biens et services	304 732 000	138 474 626	45%
4:4:dépenses de transfert	678 590 000	467 174 385	69%
7:Défense	157 031 588 288	8 721 627 119	6%
2:2:dépenses de personnel	131 277 666 655	528 012 907	0%
3:3:dépenses de biens et services	9 516 636 356	7 213 911 064	76%
4:4:dépenses de transfert	146 403 000	213 356 602	146%
5:5:dépenses d'investissement	16 090 882 277	766 346 546	5%
8:Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	9 128 476 324	14 650 436 737	160%
2:2:dépenses de personnel	7 923 981 323	365 325 028	5%
3:3:dépenses de biens et services	1 147 540 001	2 317 645 259	202%
4:4:dépenses de transfert	56 955 000	10 967 466 450	19256%
5:5:dépenses d'investissement	-	1 000 000 000	
9:Economie forestière et protection de l'environnement	11 521 812 635	3 745 140 899	33%
2:2:dépenses de personnel	8 957 334 265	1 052 142 887	12%
3:3:dépenses de biens et services	434 170 370	253 618 348	58%
4:4:dépenses de transfert	2 130 308 000	2 439 379 664	115%
Total du budget général	1 825 061 778 185	1 388 583 534 141	76%
20:CAS – Pensions	24 602 000 000	31 390 071 383	128%
32:CAS - Prestations familiales et sociales	18 500 000 000	15 434 830 800	83%
33:CAS - Promotion du sport	7 708 157 728	19 879 000 000	258%
34:CAS - Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	4 375 633 041	-	0%
35:CAS - Formation pour l'Emploi	6 432 000 000	-	0%
Total des CAS	61 617 790 769	66 703 902 183	108%
Total du budget de l'Etat	1 886 679 568 954	1 455 287 436 324	77%

Source :DGBFiP

Annexe 7 : Présentation détaillée du budget de l'Etat par grande nature de dépenses (en F.CFA)

Titres et grandes natures	LFR	Montants ordonnancés au 31 Décembre 2017	Taux
Titre 1. Charges financières de la dette	249 047 660 870	233 921 992 788	94%
67. Intérêts et frais financiers sur la dette		233 921 992 788	
Titre 2. Dépenses de personnel	710 000 000 000	708 854 708 447	100%
66. Charges de personnel	710 000 000 000	708 854 708 447	100%
66.11 Solde permanente	606 322 000 000	667 386 690 971	110%
66.19 MONP et Autres rémunérations	103 678 000 000	41 468 017 476	40%
Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296 000 000	148 044 635 579	59%
60. Achats des biens		7 552 546 874	
61. Achats de services		59 409 106 555	
Services déconcentrés et autonomies de gestion		81 082 982 150	
Titre 4. Dépenses de transfert	191 212 999 998	204 352 463 288	107%
63. Subventions et transferts		47 112 664 478	
64. Transferts courants		49 253 086 530	
Services déconcentrés et autonomies de gestion		107 986 712 280	
Titre 5. Dépenses d'investissement	436 607 000 000	132 704 904 940	30%
20. Immobilisations incorporelles		20 673 871 776	
22. Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		67 480 673 970	
23. Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		11 176 916 709	
24. Equipements militaires		709 349 046	
Services déconcentrés et autonomies de gestion		32 664 093 439	
Titre 6. Autres dépenses	30 000 000 000	7 529 731 282	25%
65. Autres charges		6 294 731 282	
Services déconcentrés et autonomies de gestion		1 235 000 000	
Total	1 868 163 660 868	1 435 408 436 324	77%

Source :DGBFiP

Annexe 8 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de F.CFA)

	2017		
	LFR 2017	Exécution à fin décembre	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	478 935	320 522	67%
Emprunts extérieurs - courants	332 334	224 879	68%
Bilatéraux	53 202	43 759	82%
Multilatéraux	43 915	31 642	72%
Banques	115 449	38 079	33%
Marché international	119 768	111 400	93%
Emprunts extérieurs - arriérés	146 601	95 643	65%
Bilatéraux	16 847	15 847	94%
Multilatéraux	5 627	4 001	71%
Banques	124 127	75 795	61%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	158 968	251 272	158%
Intérieur - DGD	117 055	251 272	215%
Emprunts intérieurs - courants	117 055	227 438	194%
Banques	30 240	41 791	138%
Moratoires	23 295	115 878	350%
Divers	310	6 424	73%
Marchés financiers	63 210	63 345	100%
Emprunts intérieurs - arriérés	41 913	23 834	57%
Banques		-	
Moratoires	33 077	17 140	52%
Divers	8 836	6 694	76%
Autres amortissements	202 929	234 939	116%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)			
Instances Trésor	97 852	145 259	148%
Arriérés de TVA	86 950	67 919	78%
Arriérés intérêts extérieurs	18 038	21 696	120%
Arriérés intérêts intérieurs	89	65	73%
Arriérés de SOGARA			
Correspondants du Trésor			
Attribution de produits	81 492	121 174	149%
Collectivités locales	23 982	41 428	173%
Opérateurs	29 599	72 976	247%
Contributions communautaires	9 891	6 770	68%
Autres	18 019		0%
Prêts et avances	51 005		0%
Fonds souverain de la RG	26 005		0%
Compte IMA (approvisionnement)			
Remboursement avances statutaires	25 000		0%
Total	973 329	927 907	95%
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	898 093	667 065	74%
Tirages sur conventions en cours	227 054	65 310	29%
Tirages sur nouvelles conventions	54 164		0%
Tirages sur prêts programmes	616 875	601 755	98%
Emissions de titres publics	218 198	251 850	115%
Emissions de titres publics sur le marché international	119 768	112 462	94%
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	98 430	139 388	142%
Financement bancaire			
Banque centrale			
Financement non bancaire	29 100	24 338	84%
Règlement arriérés fiscaux	29 100	24 338	84%
Total	1 145 392	943 253	82%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	172 063	15 346	
Solde budgétaire global	-172 063	201 921	
Solde net	-	217 267	

Source : DGCPT

Annexe 9 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de F.CFA)

2017															
Recettes							Dépenses								
	LFR 2017	Réalisations 1er trimestre	Réalisations au 2ème trimestre	Réalisations au 3ème trimestre	Réalisations au 4ème trimestre	Taux de réalisation		LFR 2017	Montant des paiements à la fin du 1er trimestre	Montant des paiements à la fin du 2ème trimestre	Montant des paiements à la fin du 3ème trimestre	Montant des paiements à la fin du 4ème trimestre	Taux de paiement	LFR 2017	Fin du 3ème trimestre
Compte "Pensions"	24 602	6 890	13 617	20 226	58 216	237%	Compte "Pensions"	24 602	14 141	28 513	43 626	58 216	237%		
Cotisations sociales <i>part patronale</i>	24 602	6 890	13 617	20 226	58 216	237%	Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestation familiale)	24 602	14 141	28 513	43 626	58 216	237%		
Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	2 406	5 390	14 776	16 470	89%	Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	3 086	6 188	14 737	16 470	89%		
Cotisations sociales	18 500	2 406	5 390	14 776	16 470	89%	Titre 2. Dépenses de personnel	18 500	3 086	6 188	14 737	16 470	89%		
Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376			24	30	1%	Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376							
Redevance audiovisuelle	4 376			24	30	1%									
Compte "Promotion du sport"	7 708	3 134	7 889	8 921	15 038	195%	Compte "Promotion du sport"	7 708	4 461	10 539	10 539	19 879	258%		
Titre 1. Recettes fiscales	7 708	3 134	7 889	8 921	15 038	195%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	7 708	4 461	10 539	10 539	19 879	258%		
Jeu de hasard	591			287	352	60%									
Droits d'accises	7 117			8 634	14 686	206%									
Compte "Formation pour l'emploi"	6 432			56	1 783	28%	Compte "Formation pour l'emploi"	6 432							
Taxes de formation professionnelle	6 432			56	1 783	28%									
Total des recettes pour les comptes spéciaux	61 618	12 430	26 896	44 003	91 537	149%	Total des dépenses pour les comptes spéciaux	61 618	21 688	45 240	68 902	94 565	153%	0	-3 028

Source : DGCPT